

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**KBC BANK SA**

Société de droit belge au capital de 9 732 238 065,25 €

Siège social : Avenue du Port 2 B – 1080. Bruxelles

Numéro d'Entreprise : 0462 920 226

RCS Bruxelles 623.074

**Version abrégée des comptes annuels consolidés 2020 KBC Bank SA  
(La version complète est disponible en anglais et en néerlandais)****I. — Compte de résultats consolidé**

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Revenus nets d'intérêts	4 015	4 153
Revenus d'intérêts	5 919	6 792
Charges d'intérêts	-1 904	-2 639
Revenus de dividendes	19	35
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	36	70
Résultat net réalisé sur instruments de dette à la juste valeur via OCI	3	6
Revenus nets de commissions	1 975	2 085
Revenus de commissions	2 498	2 605
Charges de commissions	-523	-520
Autres revenus nets	88	200
Total des produits	6 134	6 548
Charges d'exploitation	-3 809	-3 797
Charges de personnel	-1 676	-1 738
Frais généraux administratifs	-1 917	-1 836
Amortissements sur actifs immobilisés	-216	-223
Réductions de valeur	-1 126	-213
Sur actifs financiers au coût amorti et à la juste valeur via OCI	-1 068	-204
Sur goodwill	0	0
Sur autres	-58	-10
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	-11	3
Résultat avant impôts	1 188	2 541
Impôts	-255	-501
Résultat après impôts	933	2 040
Attribuable à des participations minoritaires	0	35
Attribuable aux actionnaires de la société mère	933	2 005

Suite à l'acquisition des 45 % restants dans la caisse d'épargne-construction tchèque Českomoravská stavební spořitelna (ČMSS), dont KBC possède maintenant 100 % des participations via ČSOB, le résultat de ČMSS a été intégralement consolidé à partir de juin 2019 (auparavant selon la méthode de mise en équivalence). ČMSS a donc été intégralement consolidée sur 7 mois en 2019, et sur 12 mois en 2020. Suite à l'acquisition de 99,44 % de son capital, le résultat de la banque slovaque OTP Banka Slovensko sera intégralement consolidé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. OTP Banka Slovensko ne figure donc dans les résultats ni de 2019, ni de 2020.

**Abréviations utilisées**

- AC (amortized cost) : évalué au coût amorti
- OCI (other comprehensive income) : variations de la juste valeur des actifs et passifs comptabilisées dans les autres éléments du résultat global
- FVOCI (fair value through other comprehensive income (juste valeur en capitaux propres)) : évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
- FVPL (fair value through profit or loss) : évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats. Se compose de :
  - MFVPL (mandatorily at fair value through profit or loss) : obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats (cette catégorie comprend aussi les actifs financiers détenus à des fins de transaction (HFT))
  - FVO (fair value option) : actif financier désigné lors de la comptabilisation initiale comme évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats

- FVPL-overlay : évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats – approche overlay. POCI (purchased or originated credit impaired assets) : actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur création

## II. — Résultats consolidés réalisés et non réalisés (résultat total ou comprehensive income)

(En millions d'euros.)	2020	2019
Résultat après impôts	933	2 040
Attribuable à des participations minoritaires	0	35
Attribuable aux actionnaires de la société mère	933	2 005
OCI à traiter dans le compte de résultats	-169	-46
Variation nette de la réserve de réévaluation titres de créance FVOCI	2	46
Ajustements à la juste valeur avant impôts	6	60
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	-2	-11
Transfert de la réserve au résultat net	-2	-3
Réductions de valeur	0	0
Profits/pertes nets sur cessions	-3	1
Impôts différés	0	-3
Variation nette de la réserve de couverture (flux de trésorerie)	36	-68
Ajustements à la juste valeur avant impôts	-22	-157
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	6	36
Transfert de la réserve au résultat net	53	53
Montant brut	69	71
Impôts différés	-17	-17
Variation nette des écarts de conversion	-281	-21
Montant brut	-281	-21
Impôt différé	0	0
Couverture d'un investissement net dans des entités étrangères	74	4
Ajustements à la juste valeur avant impôts	95	-13
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	-21	-15
Transfert de la réserve au résultat net	0	32
Montant brut	0	45
Impôts différés	0	-13
Variation nette liée aux entreprises associées et coentreprises	0	0
Montant brut	0	0
Impôts différés	0	0
Autres mutations	-1	-6
OCI à ne pas traiter dans le compte de résultats	-41	57
Variation nette de la réserve de la réévaluation instruments de capitaux propres FVOCI	8	7
Ajustements à la juste valeur avant impôts	9	10
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	-1	-3
Variation nette des régimes à prestations définies	-54	51
Variations	-68	66
Impôts différés sur les variations	14	-15
Variation nette du risque de crédit propre	5	-1
Ajustements à la juste valeur avant impôts	7	-1
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	-2	0
Variation nette liée aux entreprises associées et coentreprises	0	0
Variations	0	0
Impôts différés sur les variations	0	0
Total des résultats réalisés et non réalisés	723	2 051
Attribuable à des participations minoritaires	0	34
Attribuable aux actionnaires de la société mère	723	2 017

Réserves de réévaluation en 2020 : L'augmentation de la réserve de couverture (couverture des flux de trésorerie) de 36 millions d'euros s'explique en partie par des liquidations (unwinding discount), partiellement compensées par la baisse des taux. La variation nette des régimes à prestations définies (-54 millions d'euros) est principalement liée au taux d'actualisation historiquement bas des engagements de pension, trop peu compensé par la baisse de rendement des

investissements ; ceci est en grande partie contrebalancé par l'impact de la réassurance du risque décès du fonds de pension KBC introduite à partir de 2020. La variation nette des écarts de conversion (-281 millions d'euros) est principalement causée par la dépréciation de la couronne tchèque (CZK) et du forint hongrois (HUF) face à l'euro. Celle-ci n'a été que partiellement compensée par la couverture des investissements nets dans les activités étrangères (+74 millions d'euros), dans la mesure où la politique de couverture des participations FX vise depuis la mi-2019 à stabiliser le ratio de capital du groupe (et non pas les capitaux propres des actionnaires).

Réserves de réévaluation en 2019 : La réserve de réévaluation titres de créance FVOCI a augmenté de 46 millions d'euros, grâce à l'influence positive d'une baisse des taux générale. Cela explique également la variation nette négative de la réserve de couverture (couverture de flux de trésorerie) de -68 millions d'euros, partiellement compensée par des liquidations (unwinding ou décote). La variation nette des régimes à prestations définies (+51 millions d'euros) est essentiellement liée au rendement positif des fonds d'investissement, partiellement annulé par la baisse du taux d'actualisation. La variation nette des écarts de conversion (-21 millions d'euros) est limitée compte tenu de la stabilité relative des cours de change (CZK et HUF).

### III. — Bilan consolidé

<b>Actifs (En millions d'euros.)</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Trésorerie, soldes avec les banques centrales et autres dépôts à vue auprès d'établissements de crédit	24 538	8 328
Actifs financiers	251 673	238 226
Au coût amorti	236 462	224 617
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5 902	5 890
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	9 148	7 560
Dont détenus à des fins de transaction	8 735	7 307
Dérivés de couverture	160	158
Variation de la juste valeur des positions couvertes dans le cadre de la couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille	1 360	478
Actifs d'impôts	1 541	1 340
Actifs d'impôts exigibles	91	58
Actifs d'impôts différés	1 450	1 282
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés	19	1
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	25	25
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	3 290	3 411
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	1 302	1 250
Autres actifs	652	858
<b>Total de l'actif</b>	<b>284 399</b>	<b>253 917</b>

<b>Passif et capitaux propres (En millions d'euros.)</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Passifs financiers	265 846	235 274
Au coût amorti	255 817	224 560
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	8 710	9 543
Dont détenus à des fins de transaction	7 182	7 004
Dérivés de couverture	1 318	1 170
Variation de la juste valeur des positions couvertes dans le cadre de la couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille	99	-122
Passifs d'impôts	93	107
Passifs d'impôts exigibles	48	62
Passifs d'impôts différés	45	45
Provisions pour risques et charges	206	222
Autres passifs	2 088	1 890
<b>Total du passif</b>	<b>268 333</b>	<b>237 3713</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>16 067</b>	<b>16 546</b>
Capitaux propres des actionnaires	14 567	15 043
Instruments AT1 au sein des capitaux propres	1 500	1 500
Participations minoritaires	0	3
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>284 399</b>	<b>253 917</b>

La hausse du total du bilan est largement liée aux TLTRO III

Suite à l'acquisition de 99,44 % de la banque slovaque OTP Banka Slovensko, le bilan comprend cette entreprise au 31 décembre 2020.

Un changement opéré en 2020 dans les méthodes comptables des immobilisations incorporelles a donné lieu à la modification avec effet rétroactif des postes Actifs d'impôts différés, Passifs d'impôts différés, Goodwill et autres immobilisations incorporelles et Capitaux propres des actionnaires pour 2019. Voir Annexe 1.1.

#### IV. — État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital social souscrit et libéré	Prime d'émission	Résultat reporté	Total des réserves de réévaluation	Capitaux propres des actionnaires	Instruments AT1 en capitaux propres	Participations minoritaires	Total des capitaux propres
<b>2020</b>								
Solde au début de l'exercice	9 732	2 066	4 392	-1 147	15 043	1 500	3	16 546
Résultat net pour la période	0	0	933	0	933	0	0	933
OCI reconnus dans les capitaux propres pour la période	0	0	-1	-209	-210	0	0	-210
Sous-total	0	0	932	-209	723	0	0	723
Dividendes	0	0	-1 145	0	-1 145	0	0	-1 145
Coupons sur les instruments AT1	0	0	-52	0	-52	0	0	-52
Transfert de la réserve au résultat reporté en cas de réalisation			21	-21	0	0	0	0
Modifications du scope	0	0	-3	0	-3	0	-3	-5
Variations des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des variations	0	0	-246	-231	-476	0	-3	-479
Solde au terme de l'exercice	9 732	2 066	4 146	-1 378	14 567	1 500	0	16 067
<b>2019</b>								
Solde au début de l'exercice	8 948	895	5 473	-1 167	14 150	2 400	159	16 709
Modification des règles d'évaluation	0	0	-48	0	-48	0	0	-48
Solde modifié au début de l'exercice	8 948	895	5 425	-1 167	-14 102	2 400	159	16 661
Résultat net pour la période	0	0	2 005	0	2 005	0	35	2 040
OCI reconnus dans les capitaux propres pour la période	0	0	-6	18	12	0	-1	11
Sous-total	0	0	1 999	18	2 017	0	34	2 051
Dividendes	0	0	-906	0	-906	0	0	-906
Coupons sur les instruments AT1	0	0	-54	0	-54	0	0	-54
Émissions d'instruments Tier 1 au sein des capitaux propres	0	0	-2	0	-2	-900	0	-902
Augmentation de capital	784	1 171	0	0	1 955	0	0	1 955
Transfert de la réserve au résultat reporté en cas de réalisation	0	0	-1	1	0	0	0	0
Modifications du scope	0	0	-2 068	0	-2 068	0	-190	-2 258
Variations des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des variations	784	1 171	-1 033	20	941	-900	-156	-115
Solde au terme de l'exercice	9 732	2 066	4 440	-1 147	15 091	1 500	3	16 594

Pour en faciliter la lecture, le tableau a été légèrement remanié. Les éléments composant la colonne Total des réserves de réévaluation sont désormais versés dans un tableau distinct, affiché ci-dessous. Détail des variations des réserves de réévaluation : voir sous Résultats consolidés réalisés et non réalisés.

Modification des règles d'évaluation : un changement opéré en 2020 dans les méthodes comptables des immobilisations incorporelles a donné lieu à la modification avec effet rétroactif du poste Capitaux propres des actionnaires pour 2019. Voir Annexe 1.1.

Le poste Dividendes en 2020 (1 145 millions d'euros) comprend le dividende final pour 2019 (payé en mai 2020). Le poste Dividendes en 2019 (906 millions d'euros) comprend le dividende final pour 2018 (payé en mai 2019).

Conformément à la recommandation de la BCE du 15 décembre 2020, qui limite le versement de dividendes, et vue les liquidités suffisantes à KBC Group NV, nous proposerons lors de l'Assemblée générale des Actionnaires de mai 2021 de ne pas payer un dividende pour l'année 2020.

**Composition de la colonne Total des réserves de réévaluation issue du tableau précédent**

(En millions d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019	01-01-2019
Réserve de réévaluation titres de créance FVOCI	218	216	170
Réserve de réévaluation instruments de capitaux propres FVOCI	8	21	12
Réserve de couverture (flux de trésorerie)	-1 294	-1 331	-1 263
Ecart de conversion	-371	-89	-69
Couverture d'un investissement dans une entité étrangère	163	88	85
Variation aux régimes à prestations définies	-103	-49	-99
Risque de crédit propre via capitaux propres	1	-4	-3
Total des réserves de réévaluation	-1 378	-1 147	-1 167

**V. —Tableau des flux de trésorerie consolidés**

(En millions d'euros.)	2020	2019
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat avant impôts	1 188	2 541
Ajustements pour :	1 774	-108
Résultat avant impôts relatifs aux activités abandonnées	0	0
Réductions de valeur et amortissements sur immobilisations (in)corporelles, immeubles de placement et titres	289	248
Profit/perte réalisé sur la cession d'investissements	-8	-101
Variation des réductions de valeur sur prêts et avances	1 068	204
Variation des autres provisions	3	24
Autre bénéfice ou perte non réalisé	412	-479
Résultat provenant des entreprises associées et coentreprises	11	-3
Flux de trésorerie liés au bénéfice d'exploitation avant impôts et variations des actifs et passifs d'exploitation	2 963	2 433
Variations des actifs d'exploitation (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	-7 121	-5 113
Actifs financiers au coût amorti, sans titres de créances	-5 423	-4 243
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-41	191
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-1 627	-969
Dont actifs financiers détenus à des fins de transaction	-1 447	-840
Dérivés de couverture	-4	-133
Actifs d'exploitation liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés et autres actifs	-26	40
Variations des passifs d'exploitation (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	31 077	-124
Passifs financiers au coût amorti	30 593	-1 364
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	231	1 044
Dont passifs financiers détenus à des fins de transaction	292	1 155
Dérivés de couverture	128	38
Passifs d'exploitation liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés et autres passifs	124	158
Impôts sur le résultat payés	-407	-371
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles	26 511	-3 175
<b>Activités d'investissement</b>		
Achat de titres de créance évalués au coût amorti	-10 263	-6 516
Produits du remboursement de titres de créance évalués au coût amorti	4 186	5 153
Acquisition d'une filiale ou d'une unité commerciale, net de la trésorerie acquise (y compris une augmentation de participation)	107	439
Produits de la cession d'une filiale ou d'une unité commerciale, net de la trésorerie cédée (y compris une diminution de participation)	0	0
Achat d'actions dans des entreprises associées et coentreprises	-10	-12
Produits de la cession d'actions dans des entreprises associées et coentreprises	0	0
Dividendes perçus d'entreprises associées et coentreprises	0	0
Acquisition d'immeubles de placement	-47	-29
Produits de la vente d'immeubles de placement	36	55
Acquisition d'immobilisations incorporelles (hors goodwill)	-231	-133
Produits de la vente d'immobilisations incorporelles (hors goodwill)	50	5
Acquisition d'immobilisations corporelles	-597	-843
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	293	334
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement	- 6 477	- 1 548
<b>Activités de financement</b>		
Achat ou vente d'actions propres	0	0
Émission ou remboursement de billets à ordre et autres titres de créance	-900	-168

Produits ou remboursement de dettes subordonnées	1 613	1 398
Paielements en principal relatifs aux obligations de location-financement	0	0
Flux de trésorerie liés aux transactions d'actions	0	-2 205
Produits de l'émission de capital social	0	1 955
Émission d'instruments AT1	0	-902
Produits de l'émission d'actions privilégiées	0	0
Dividendes versés	-1 145	-906
Coupon sur instruments AT1	-52	-54
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement	-484	-883
Mutation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Augmentation ou diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	19 550	-5 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	29 089	34 467
Effets des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-891	228
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	47 749	29 089
Informations complémentaires		
Intérêts versés (1)	-1 904	-2 639
Intérêts perçus (1)	5 919	6 792
Dividendes perçus (y compris entreprises mises en équivalence)	19	35
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Trésorerie et soldes avec les banques centrales et autres dépôts à vue auprès d'établissements de crédit	24 538	8 328
Prêts à terme aux banques à moins de trois mois, hors prises en pension	1 393	467
Prises en pension à maximum 3 mois avec des établissements de crédit et des entreprises d'investissement	26 422	24 963
Dépôts à vue de banques remboursables à la demande et remboursables immédiatement	-4 604	-4 669
Trésorerie et équivalents de trésorerie inclus dans les groupes d'actifs destinés à être cédés	0	0
Total	47 749	29 089
Dont indisponibles	0	0

(1) Dans ce relevé, les intérêts versés et perçus sont assimilés aux charges et revenus d'intérêts, comme mentionné dans le compte de résultats consolidé. Compte tenu de la quantité de contrats sous-jacents à la base des charges et revenus d'intérêts, une détermination exacte des flux de trésorerie effectifs nécessiterait un effort administratif très important. Il est en outre raisonnable de supposer que les flux de trésorerie effectifs ne diffèrent pas largement des charges et revenus d'intérêts proratisés étant donné que la plupart des produits de taux d'intérêt comportent un versement d'intérêts périodique dans l'année.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont rapportés selon la méthode indirecte.

Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles :

- Comprennent notamment, en 2020, la souscription à des TLTRO III (19,5 milliards d'euros), en combinaison avec le résultat réalisé et la hausse des dépôts des clients.
- Comprennent en 2019 notamment le remboursement des TLTRO II en cours (6,5 milliards d'euros), en partie compensé par la souscription à des TLTRO III (-2,5 milliards d'euros) et le résultat réalisé.

Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement :

- Comprennent en 2020 notamment de nouveaux investissements en titres de créance au coût amorti ainsi que +107 millions d'euros liés à l'acquisition d'OTP Banka Slovensko (le prix d'acquisition de 64 millions d'euros a été largement compensé par la trésorerie et les équivalents de trésorerie au bilan d'OTP Banka Slovensko).
- Comprennent en 2019 notamment de nouveaux investissements en titres de créance au coût amorti, partiellement compensés par +439 millions d'euros liés à la reprise de la participation résiduelle de 45 % dans ČMSS (le prix d'acquisition de 240 millions d'euros a été plus que compensé par la trésorerie et les équivalents de trésorerie disponibles dans le bilan de ČMSS).

Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement :

- Comprennent en 2020 notamment :
  - La distribution de dividendes (-1,1 milliard d'euros) ;
  - L'émission ou le remboursement de billets à ordre et autres titres de créance. KBC Ifima, ČSOB (République tchèque) et KBC Bank SA ont contribué à la majeure partie du montant ; l'évolution en 2020 est essentiellement liée aux émissions de 1,3 milliard d'euros et aux remboursements de 2,3 milliards d'euros ;
  - Le produit ou le remboursement de dettes subordonnées. KBC Ifima et KBC Bank SA ont contribué à la majeure partie du montant, l'évolution en 2020 est essentiellement liée aux émissions de 1,7 milliard d'euros et aux remboursements de 0,1 milliard d'euros.
- Comprennent en 2019 notamment :
  - La distribution de dividendes (-0,9 milliard d'euros) ;
  - L'émission et le remboursement d'instruments AT1 (par solde -0,9 milliard d'euros) ;
  - 2,2 milliards d'euros relatif au rachat des actions résiduelles de KBC Asset Management chez KBC Groupe ;
  - Une augmentation de capital chez KBC Bank (par KBC Groupe) de 2 milliards d'euros ;
  - L'émission ou le remboursement de billets à ordre et autres titres de créance (KBC Ifima, ČSOB (République tchèque) et KBC Bank SA ont contribué à la majeure partie du montant ; l'évolution en 2019 est essentiellement liée

- aux émissions de 0,7 milliard d'euros et aux remboursements de 0,9 milliard d'euros (essentiellement des obligations couvertes) ;
- Les produits ou le remboursement de dettes subordonnées (KBC Ifima et KBC Bank SA ont contribué à la majeure partie du montant ; l'évolution en 2019 se rapporte principalement aux émissions de 2,3 milliards d'euros et aux remboursements de 0,8 milliard d'euros).

## **VI. — Annexes aux méthodes comptables**

### **Annexe 1.1. – Attestation de conformité**

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des comptes annuels consolidés de KBC Bank SA, y compris toutes les annexes, le 18 mars 2021. Les comptes annuels consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'approuvées par l'UE (endorsed IFRS), et présentent des informations comparatives sur une année. Tous les montants sont exprimés et arrondis en millions d'euros (sauf stipulation contraire).

Les modifications suivantes opérées dans la présentation et les fondements du reporting financier ont été appliquées en 2020 :

- Dans le cadre des phases 1 et 2 de la réforme de l'IBOR, l'IASB a modifié la norme IAS 39 (et les normes y afférentes) à un certain nombre d'égards. Ces modifications permettent d'être temporairement exonéré de l'obligation d'appliquer les exigences spécifiques en matière de comptabilité de couverture aux relations de couverture directement influencées par la réforme de l'IBOR. Outre les modifications de phase 1, KBC a pris la décision d'appliquer les modifications de phase 2 d'une manière anticipée. Des compléments d'information à ce propos sont proposés au chapitre intitulé 'Comment gérons-nous nos risques ?'. La majorité des dérivés de couverture étant basés sur l'EURIBOR, les modifications apportées à la norme IAS 39 dans le cadre de la réforme de l'IBOR n'ont eu aucune incidence significative sur la comptabilité de couverture.
- En 2020, nous avons modifié les méthodes comptables des immobilisations incorporelles, dans le but de fournir des informations plus pertinentes en nous concentrant sur des développements logiciels pertinents et importants (liés à notre stratégie de digitalisation dans une perspective front-end et/ou back-end). Seuls les logiciels dépassant ces critères d'importance peuvent être capitalisés et ceux qui n'atteignent pas les critères d'importance sont directement comptabilisés dans les charges d'exploitation. Les logiciels à faible valeur comptable ont, par conséquent, été décomptabilisés. Conformément aux exigences de la norme IAS8, la modification a été appliquée avec effet rétroactif (comme si les nouvelles méthodes comptables étaient déjà d'application à ce moment-là). Cette rétroactivité a donné lieu à une modification avec effet rétroactif de certaines données bilantaires relatives à 2019 : il s'agit des postes Goodwill et autres immobilisations incorporelles (baisse de 56 millions d'euros), Actifs d'impôts différés (hausse de 6 millions d'euros), Passifs d'impôts différés (baisse de 2 millions d'euros) et Capitaux propres des actionnaires (baisse de 48 millions d'euros). Ces modifications ont une influence sur le Bilan consolidé et l'État consolidé des variations des capitaux propres. L'impact étant limité, le compte de résultats de 2019 n'a pas été adapté rétroactivement.

Les normes IFRS suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore d'application en 2020. KBC appliquera ces normes dès qu'elle y sera tenue.

- Autres : L'IASB a publié quelques adaptations minimales aux normes IFRS et IFRIC existantes. Elles seront appliquées dès que ce sera obligatoire mais pour l'heure, nous partons du principe que leur impact sera négligeable.

### **Annexe 1.2. – Principales méthodes comptables**

#### **Généralités / Principes de base**

Les principes comptables généraux de KBC Bank ('KBC') se fondent sur les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne, et sur le Cadre IFRS. Les états financiers sont établis selon le principe de continuité d'exploitation. KBC Bank présente séparément chaque catégorie importante d'éléments similaires ainsi que tous éléments distincts, sauf s'il s'agit d'éléments peu importants, et ne procède à une compensation que dans les cas spécifiquement requis ou autorisés par les normes IFRS pertinentes.

#### **Actifs financiers**

KBC se conforme à toutes les exigences d'IFRS 9 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sauf en ce qui concerne les opérations relevant de la comptabilité de couverture, qui continuent d'être comptabilisées selon IAS 39.



## Actifs financiers – comptabilisation et décomptabilisation

Comptabilisation : les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan lorsque KBC devient partie aux dispositions contractuelles des instruments. L'acquisition et la vente de tous les actifs financiers réglés selon les conventions de marché standard sont inscrites au bilan à la date de règlement. Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats, sont évalués initialement à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à leur acquisition.

Décomptabilisation et modification : KBC décomptabilise un actif financier lorsque les flux de trésorerie contractuels en découlant expirent ou lorsque KBC transfère ses droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels au titre de l'actif financier dans le cadre d'une transaction donnant lieu au transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à la détention de l'actif en question. Lorsque les conditions d'un actif financier sont modifiées pendant sa durée de vie, KBC détermine si les nouvelles conditions sont substantiellement différentes des conditions initiales et si les modifications indiquent que les droits à recevoir les flux de trésorerie découlant de l'instrument original ont expiré. S'il apparaît que les conditions sont substantiellement différentes, la transaction est traitée comme une décomptabilisation d'un actif financier, ce qui revient à décomptabiliser l'actif financier existant et à comptabiliser un nouvel actif financier selon les conditions révisées. À l'inverse, si KBC estime que les conditions ne sont pas substantiellement différentes, la transaction est traitée comme une modification d'un actif financier.

## Classement des instruments de capitaux propres et des instruments de dette

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, KBC examine dans un premier temps les conditions contractuelles de l'instrument afin de le classer en tant qu'instrument de capitaux propres ou instrument de dette. Un instrument de capitaux propres s'étend à tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs nets d'une autre entité. Pour que cette condition soit remplie, KBC s'assure que l'instrument ne comporte pas pour l'émetteur d'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité selon des conditions potentiellement défavorables pour lui. Tout instrument qui ne présente pas les critères d'instruments de capitaux propres est classé comme un instrument de dette par KBC, sauf s'il s'agit de dérivés.

## Classement et évaluation – instruments de dette

Si KBC détermine qu'un actif financier est un instrument de dette, celui-ci peut, lors de la comptabilisation initiale, être classé dans l'une des catégories suivantes :

- évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats (FVPL) ;
  - obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats (MFVPL) ; ceci s'applique également aux instruments financiers détenus à des fins de transaction (HFT) ;
  - désigné lors de la comptabilisation initiale comme évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats (FVO) ;
- évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- évalué au coût amorti (AC).

Les instruments de dette doivent être classés dans la catégorie FVPL (i) lorsqu'ils ne sont pas détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels ou dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ou (ii) lorsqu'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique mais que, à des dates spécifiées, les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu à des flux de trésorerie qui ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

En outre, KBC peut dans certains cas, lors de la comptabilisation initiale, irrévocablement désigner comme étant évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats (FVO) un actif financier remplissant les conditions pour être évalué en utilisant AC ou FVOCI si cela permet d'éliminer ou de réduire significativement une non-concordance comptable qui surviendrait autrement.

Un instrument de dette n'est évalué en utilisant FVOCI que s'il n'est pas désigné comme devant être évalué FVO et s'il remplit les conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ; et
- à des dates spécifiées, les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un instrument de dette n'est évalué en utilisant AC que s'il n'est pas désigné comme devant être évalué en utilisant FVO et s'il remplit les conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels ; et

- à des dates spécifiées, les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

### **Évaluation du modèle économique**

L'évaluation du modèle économique permet de déterminer si des instruments de dette peuvent être évalués en utilisant AC ou FVOCI. Pour réaliser cette évaluation, KBC examine au niveau du portefeuille l'objectif du modèle économique dans le cadre duquel un actif est détenu, car il constitue le meilleur reflet de la manière dont l'entreprise est gérée et dont les informations sont communiquées à la direction. Les informations prises en compte incluent :

- les politiques et les objectifs fixés pour le portefeuille et la manière dont ces politiques sont mises en œuvre, ce qui implique en particulier de déterminer si la stratégie de la direction vise principalement à percevoir des revenus d'intérêts contractuels, à maintenir un profil de taux d'intérêt particulier, à faire correspondre la durée des actifs financiers avec celle des passifs finançant ces actifs ou à générer des flux de trésorerie via la vente des actifs ;
- la manière dont la performance du portefeuille est évaluée et présentée au Comité de direction et au Conseil d'administration de KBC ;
- les risques influant sur la performance du modèle économique (et des actifs financiers détenus dans le cadre de ce modèle) et la manière dont ces risques sont gérés ;
- le mode de rémunération des gestionnaires (p. ex. rémunération basée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ; et
- la fréquence, le volume et le calendrier des ventes réalisées lors de périodes antérieures, les raisons de ces ventes et les attentes de KBC concernant les ventes futures. Toutefois, les informations relatives aux ventes ne sont pas considérées isolément, mais dans le cadre d'une évaluation globale de la manière dont les objectifs fixés par KBC en ce qui concerne la gestion des actifs financiers sont atteints et dont les flux de trésorerie sont générés.

Les actifs financiers détenus à des fins de négociation ou dont la performance est évaluée sur la base de leur juste valeur sont évalués en utilisant FVPL car ils ne sont détenus ni dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels, ni dans le but à la fois de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers.

### **Évaluation visant à déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts (SPPI)**

Pour les besoins de cette évaluation, le 'principal' correspond à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Les 'intérêts' s'entendent comme étant la contrepartie de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit liés au principal restant dû au cours d'une période donnée, ainsi que d'autres risques et coûts de base liés aux prêts (p. ex. risque de liquidité et coûts administratifs) et d'une marge bénéficiaire. Pour déterminer si des flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, KBC prend en compte les conditions contractuelles de l'instrument, ce qui implique de déterminer si l'actif financier comporte une clause contractuelle susceptible d'entraîner une modification de l'échéancier ou du montant des flux de trésorerie contractuels telle que l'instrument ne remplirait pas cette condition. À cette fin, KBC prend en compte :

- les événements conditionnels susceptibles d'entraîner une modification du montant et de l'échéancier des flux de trésorerie ;
- les caractéristiques d'effet de levier ;
- les conditions de remboursement anticipé et de prolongation ;
- les conditions limitant les droits de KBC à l'égard des flux de trésorerie générés par des actifs donnés (p. ex. accords relatifs à des actifs sans recours) ; et
- les facteurs entraînant une modification de la contrepartie de la valeur temps de l'argent (p. ex. révisions périodiques des taux d'intérêt).

### **Reclassements**

Les actifs financiers ne sont pas reclassés après leur comptabilisation initiale, sauf de manière temporaire à l'issue d'un changement de modèle économique aux fins de la gestion des actifs financiers, ce qui peut se produire lorsque KBC commence à ou cesse de mener une activité représentant une part importante de ses opérations (p. ex. lorsque KBC acquiert, cède ou met fin à une ligne d'activité). Le reclassement prend effet au début de la période de reporting suivant immédiatement le changement.

**Classement et évaluation – instruments de capitaux propres**

Les instruments de capitaux propres sont classés dans l'une des catégories suivantes :

- instruments de capitaux propres obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats (MFVPL) ; cela ne concerne que les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction (HFT) ;
- instruments de capitaux propres que KBC choisit d'évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI).

L'on se fonde sur la présomption réfutable que toutes les actions sont considérées comme FVOCI si elles ne sont pas détenues à des fins de transaction ou comme une rémunération conditionnelle dans une combinaison d'entreprises relevant d'IFRS 3. La décision d'inclure les instruments de capitaux propres dans la catégorie FVOCI lors de la comptabilisation initiale est irrévocable et peut être prise au cas par cas pour chaque investissement, ce qui pour KBC s'entend action par action. Les instruments de capitaux propres classés dans la catégorie FVOCI sont par la suite évalués à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sans être recyclées dans le compte de résultats même en cas de cession de l'investissement. La seule exception concerne les revenus de dividendes, qui sont comptabilisés dans le compte de résultats sous la rubrique Revenus de dividendes.

**Classement et évaluation – dérivés (de transaction et de couverture)**

KBC peut comptabiliser des instruments dérivés comme étant détenus soit à des fins de transaction, soit à des fins de couverture. Des dérivés peuvent être classés en tant qu'actifs ou passifs, en fonction de leur valeur de marché courante.

*Dérivés de transaction*

Les instruments dérivés sont toujours évalués à la juste valeur et KBC opère les distinctions suivantes :

- Dérivés détenus à des fins de couverture mais pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut pas être ou n'est pas appliquée (couvertures économiques) : les instruments de couverture peuvent être acquis dans le but de couvrir économiquement une exposition externe mais sans appliquer la comptabilité de couverture. La composante intérêts de ces dérivés est comptabilisée en Revenus nets d'intérêts, tandis que toutes les autres variations de juste valeur sont comptabilisées sous Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats.
- Les dérivés qui ne sont pas détenus à des fins de couverture (dérivés à des fins de transaction) : les entités opérationnelles de KBC peuvent également conclure des contrats de dérivés qui n'ont pas pour but de couvrir une position économiquement. Cela peut se faire dans le cadre de la clôture ou de la vente imminente d'une position externe pour générer du bénéfice à court terme. Toutes les variations de la juste valeur (y compris l'intérêt) de ces dérivés sont comptabilisées sous Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats.

*Dérivés de couverture*

Les dérivés de couverture sont des dérivés désignés spécifiquement dans une relation de couverture. Le processus de comptabilisation de ces dérivés est décrit en détail à la section Comptabilité de couverture.

**Actifs financiers – Réductions de valeur****Définition de défaut**

KBC définit les actifs financiers en défaut selon la même définition que celle adoptée aux fins de la gestion du risque interne et conformément aux directives et aux normes des autorités de réglementation du secteur financier. Un actif financier est considéré comme étant en défaut si l'une quelconque des conditions suivantes est remplie :

- la solvabilité se détériore considérablement ;
- l'actif est classé comme improductif ;
- l'actif est un actif restructuré et répond à la définition de défaut conformément aux politiques internes en matière de restructuration (par exemple, lorsqu'un actif restructuré n'ayant pas encore obtenu le statut de défaut dans les 2 ans suivant l'octroi d'une première restructuration fait l'objet d'une mesure de restructuration supplémentaire, ou lorsque ce type d'actif présente, dans les 2 ans, un arriéré de plus de 30 jours) ;
- KBC a demandé la mise en faillite de l'emprunteur ;
- la contrepartie a demandé à être mise en faillite ou à bénéficier de mesures de protection similaires ;
- la facilité de crédit accordée au client a expiré.

KBC applique un backstop pour les facilités qui accusent un arriéré supérieur ou égal à 90 jours. Dans ce contexte, un backstop est utilisé en tant que contrôle final pour s'assurer que tous les actifs devant être désignés comme étant en défaut ont été dûment identifiés.

## Modèle ECL – généralités

Le modèle utilisé aux fins des réductions de valeur des actifs financiers est le modèle ECL (expected credit loss, ou modèle de comptabilisation des pertes de crédit attendues).

La portée du modèle ECL est fonction du classement des actifs financiers. Le modèle ECL s'applique aux actifs financiers suivants :

- instruments évalués en utilisant AC et FVOCI ;
- engagements de prêt et garanties financières ;
- créances résultant de contrats de location-financement ; et
- créances commerciales et autres.

Aucune perte de crédit attendue n'est calculée pour les investissements en instruments de capitaux propres.

Les actifs financiers entrant dans le champ d'application du modèle ECL font l'objet d'une réduction de valeur à hauteur d'un montant égal à la perte de crédit attendue sur leur durée de vie si le risque de crédit augmente significativement après la comptabilisation initiale. Sinon, la provision pour perte est égale à la perte de crédit attendue sur douze mois (voir ci-dessous en ce qui concerne l'augmentation significative du risque de crédit).

Aux fins de l'évaluation de la perte de crédit attendue, KBC différencie les actifs financiers de catégorie 1, de catégorie 2 et de catégorie 3, conformément à la pratique admise sur le plan international.

Tous les actifs financiers sont classés à la catégorie 1 lors de la comptabilisation initiale et font l'objet d'une réduction de valeur au regard de la perte de crédit attendue sur douze mois, sauf si une perte sur créance a déjà été constatée. Si le risque de crédit augmente significativement après la comptabilisation initiale, l'actif migre à la catégorie 2 et fait l'objet d'une réduction de valeur sur sa durée de vie. Dès lors qu'un actif peut être considéré comme étant en défaut, il migre à la catégorie 3.

En ce qui concerne les créances commerciales, la norme IFRS 9 autorise l'utilisation d'une aide pratique. Les pertes de crédit attendues pour les créances commerciales peuvent être valorisées comme un montant correspondant à leurs pertes de crédit attendues pendant la durée. KBC applique cette solution pratique pour les créances commerciales et autres.

Les gains et pertes de réductions de valeur d'actifs financiers sont comptabilisés sous la rubrique Réductions de valeur dans le compte de résultats.

Les actifs financiers évalués au coût amorti (AC) sont présentés dans le bilan à leur valeur comptable nette, soit leur valeur comptable brute moins les réductions de valeur. Les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) sont présentés dans le bilan à leur valeur comptable, soit leur juste valeur à la date de reporting. L'ajustement au titre de la perte de crédit attendue est comptabilisé en tant qu'ajustement de reclassement entre le compte de résultats et OCI.

## Augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation

Conformément au modèle ECL, les actifs financiers font l'objet d'une réduction de valeur en fonction de la perte de crédit attendue sur leur durée de vie lorsque le risque de crédit augmente significativement après la comptabilisation initiale. Par conséquent, une augmentation significative du risque de crédit est déterminante pour le classement des actifs financiers. Une telle augmentation est évaluée de manière relative, sur la base du risque de crédit imputé lors de la comptabilisation initiale. Dans la mesure où plusieurs facteurs entrent en compte, KBC a défini une approche à plusieurs paliers.

### *Approche à plusieurs paliers – portefeuille obligataire*

Pour le portefeuille obligataire, l'approche adoptée comporte trois paliers :

- Exception pour risque de crédit faible : les obligations font toujours l'objet d'une dépréciation au regard de la perte de crédit attendue sur douze mois si elles présentent un risque de crédit faible à la date de reporting (c.-à-d. catégorie 1). KBC applique l'exception pour risque de crédit faible aux obligations notées investment grade.
- Notation interne : [applicable uniquement si les conditions du premier palier ne sont pas remplies] il s'agit d'une évaluation relative consistant à comparer la probabilité de défaut (probability of default, PD) lors de la comptabilisation initiale avec celle constatée à la date de reporting. KBC effectue cette évaluation au niveau des facilités pour chaque période de reporting. La variation relative de la PD nécessaire pour déclencher un changement de catégorie (staging) est une augmentation de deux crans.
- Évaluation de la direction : enfin, la direction contrôle et évalue l'augmentation significative du risque de crédit pour les actifs financiers au niveau individuel (contrepartie) et du portefeuille lorsque l'on conclut qu'il n'est pas suffisamment tenu compte, dans les deux premiers niveaux de l'approche à plusieurs niveaux, des événements idiosyncratiques. Des exemples d'événements idiosyncratiques sont une évolution inattendue de l'environnement macroéconomique (suite à la crise du coronavirus, par exemple), des incertitudes concernant des événements géopolitiques et l'impact secondaire de défauts importants (p. ex. sur les fournisseurs, clients et collaborateurs d'une entreprise en défaut).

Si une migration à la catégorie 2 ne se justifie pas sur cette base, l'obligation reste à la catégorie 1. Un actif financier est immédiatement considéré comme étant en défaut (c.-à-d. catégorie 3) s'il répond à la définition de défaut. L'approche est

symétrique, c'est-à-dire qu'un crédit qui a migré à la catégorie 2 ou 3 peut repasser à la catégorie 1 ou 2 si le palier auquel la migration a été déclenchée n'est pas atteint à une date de reporting ultérieure.

#### *Portefeuille de crédits*

Pour le portefeuille de crédits, KBC utilise une approche à cinq paliers. Il s'agit d'une approche en cascade (c.-à-d. que si l'évaluation effectuée au premier palier ne donne pas lieu à une migration à la catégorie 2, l'évaluation est effectuée au deuxième palier, et ainsi de suite). En définitive, si l'évaluation est effectuée à tous les paliers sans entraîner de migration à la catégorie 2, l'actif financier reste à la catégorie 1.

- Notation interne : la notation interne constitue le critère principal pour évaluer une augmentation du risque de crédit. Il s'agit d'une évaluation relative consistant à comparer la probabilité de défaut lors de la comptabilisation initiale avec celle constatée à la date de reporting. KBC effectue cette évaluation au niveau des facilités pour chaque période de reporting (i.e. contrat). La variation relative de la PD nécessaire pour déclencher un changement de niveau (staging) est une augmentation de deux crans.
- Restructuration des crédits : les actifs financiers restructurés sont toujours considérés comme faisant partie de la catégorie 2, sauf s'ils répondent déjà à la définition de défaut. Dans ce cas, ils sont transférés à la catégorie 3.
- Arriéré : KBC utilise le backstop défini dans la norme. Un actif financier pour lequel un arriéré de plus de 30 jours est constaté migre à la catégorie 2.
- Backstop de notation interne : KBC utilise un niveau absolu de probabilité de défaut en tant que backstop conditionnant la migration des actifs financiers à la catégorie 2. Ce backstop correspond à la probabilité de défaut la plus élevée (c.-à-d. PD9 selon la notation interne de KBC) avant qu'un actif financier soit considéré comme étant en défaut.
- Évaluation de la direction : enfin, la direction contrôle et évalue l'augmentation significative du risque de crédit pour les actifs financiers au niveau individuel (contrepartie) et du portefeuille lorsque l'on conclut qu'il n'est pas suffisamment tenu compte, dans les quatre premiers niveaux de l'approche à plusieurs niveaux, des événements idiosyncratiques (voir quelques exemples ci-avant).

Un actif financier est immédiatement considéré comme étant en défaut (c.-à-d. catégorie 3) s'il répond à la définition de défaut. L'approche est symétrique, c'est-à-dire qu'un crédit qui a migré à la catégorie 2 ou 3 peut repasser à la catégorie 1 ou 2 si le palier auquel la migration a été déclenchée n'est pas atteint à la date de reporting.

#### **Évaluation de la perte de crédit attendue**

La perte de crédit attendue correspond au produit de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition estimée au défaut (estimated exposure at default, EAD) et de la perte en cas de défaut (loss given default, LGD).

La perte de crédit attendue est calculée de manière à refléter :

- un montant non biaisé pondéré par la probabilité ;
- la valeur temps de l'argent ; et
- des informations sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions concernant la situation économique.

La perte de crédit attendue sur la durée de vie correspond à la somme de la perte de crédit attendue sur la durée de vie de l'actif financier actualisée sur la base du taux d'intérêt effectif initial. La perte de crédit attendue sur douze mois correspond à la part de la perte de crédit attendue sur la durée de vie résultant d'un défaut au cours de la période de douze mois suivant la date de reporting.

KBC utilise des modèles IFRS 9 spécifiques pour la PD, l'EAD et la LGD afin de calculer la perte de crédit attendue. Dans la mesure du possible et dans un souci d'efficacité, KBC utilise des techniques de modélisation similaires à celles élaborées aux fins prudentielles (c.-à-d. modèles de Bâle). Cela dit, KBC veille à ce que les modèles de Bâle soient mis en conformité avec IFRS 9. Par exemple :

- KBC n'applique pas les règles de prudence prescrites par les autorités de réglementation dans le cadre des modèles de Bâle ;
- KBC ajuste l'impact des paramètres macroéconomiques sur le résultat afin de s'assurer que les modèles IFRS 9 reflètent une estimation ponctuelle plutôt que sur l'ensemble du cycle (comme le requièrent les autorités de réglementation).
- KBC intègre des informations macroéconomiques prospectives dans les modèles.

Pour les dossiers qui sont en défaut, l'ECL est également calculé comme le produit de PD, EAD et LGD. Mais dans ce cas spécifique, la PD est fixée à 100 %, l'EAD est connue vu le statut de défaut et la LGD tient compte de la valeur au comptant nette du montant (non) récupérable.

KBC utilise l'IRB et des modèles standardisés pour définir le modèle de PD de Bâle servant ensuite de base pour les calculs de l'ECL et le staging dans le cadre de la norme IFRS 9. À défaut de modèle de PD de Bâle ayant une portée comparable à celle du modèle IFRS 9, le taux de défaut observé à long terme est utilisé comme PD pour toutes les facilités dans le portefeuille. Pour les portefeuilles ayant un faible taux de défaut, il peut arriver qu'aucun défaut de paiement ou seulement un petit nombre de défauts de paiement se soient produits au cours de la période considérée. Dans ce cas, le PD est fixé sur la base d'un avis expert et d'évaluations externes.

Les informations futures se reflètent dans les variables macroéconomiques, qui sont définies séparément pour chaque pays, et dans l'évaluation de la direction en ce qui concerne les événements idiosyncratiques.

KBC prend également en compte trois scénarios macroéconomiques prospectifs différents, assortis de pondérations différentes, dans le calcul de la perte de crédit attendue. Le scénario macroéconomique de base reflète les estimations de KBC concernant le résultat le plus probable et constitue également le principal élément pris en compte à d'autres fins internes et externes.

La période maximum pour l'évaluation de la perte de crédit attendue correspond à la période contractuelle maximum (y compris les prorogations), sauf pour certains actifs financiers spécifiques, qui incluent un montant tiré et un montant non tiré sur demande, la capacité contractuelle de KBC de demander le remboursement du montant tiré et d'annuler l'engagement non tiré ne limitant pas l'exposition au risque de crédit à la période contractuelle. La période de valorisation ne peut excéder la période contractuelle que pour ces actifs-là.

**Actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur création (Purchased or Originated Credit impaired, POCI)**

KBC définit les actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI) comme des actifs financiers auxquels la réduction de valeur s'applique conformément à IFRS 9 et pour lesquels il était déjà question, à leur création, de défaut (c'est-à-dire que les actifs répondaient déjà, au moment de leur création, à la définition de défaut). Les actifs POCI sont comptabilisés initialement pour un montant net de réductions de valeur et évalués au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit. Par la suite, les variations éventuelles de la perte de crédit attendue estimée sur la durée de vie sont comptabilisées dans le compte de résultats. Les variations favorables sont comptabilisées en tant que reprises de réductions de valeur, même si la perte de crédit attendue sur la durée de vie à la date de reporting est inférieure à la perte de crédit attendue sur la durée de vie à la date de création.

### **Jugements critiques et incertitudes**

Le calcul des pertes de crédit attendues (et l'augmentation significative du risque de crédit depuis la première comptabilisation) implique d'émettre des jugements critiques sur différents aspects, notamment sur la situation financière et la capacité de remboursement de preneur de crédit, sur la valeur et la recouvrabilité des garanties, ainsi que sur des informations prospectives et macroéconomiques. KBC adopte une approche neutre, sans biais, pour tenir compte des incertitudes et prendre des décisions sur la base de jugements critiques.

### **Trésorerie et soldes avec les banques centrales et autres dépôts à vue auprès d'établissements de crédit**

La trésorerie comprend les espèces en caisse et les dépôts directement exigibles (p.ex. chèques, petite caisse et soldes auprès des banques centrales et autres banques).

### **Passifs financiers**

Les instruments financiers, ou leurs composantes, sont classés en tant que passifs ou instrument de capitaux propres selon la substance des accords contractuels lors de la comptabilisation initiale et les définitions de passifs financiers et d'instruments de capitaux propres. Un instrument financier est classé en tant que passif si :

- KBC a une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier au détenteur ou d'échanger un autre instrument financier avec le détenteur selon des conditions potentiellement défavorables pour KBC ; ou
- KBC a une obligation contractuelle de régler l'instrument financier au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres.

Un instrument financier est classé en tant qu'instrument de capitaux propres si aucune de ces conditions n'est remplie. Dans ce cas, il est visé à la section Capitaux propres.

### **Passifs financiers – comptabilisation et décomptabilisation**

KBC comptabilise un passif financier lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument concerné, ce qui correspond généralement à la date à laquelle la contrepartie est reçue, en espèces ou sous la forme d'un autre actif financier. Lors de la comptabilisation initiale, le passif financier est comptabilisé à la juste valeur moins les coûts de transaction directement imputables à l'émission de l'instrument, sauf en ce qui concerne les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsqu'ils s'éteignent, c'est-à-dire lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est acquittée ou annulée ou expire. KBC peut également décomptabiliser un passif financier et en comptabiliser un nouveau si KBC et le prêteur conviennent d'un échange et que le passif financier existant et celui avec lequel il est échangé sont assortis de conditions substantiellement différentes, ou si les conditions du passif financier existant font l'objet de modifications substantielles. Pour déterminer si les conditions sont différentes, KBC compare la valeur actualisée des flux

de trésorerie selon les nouvelles conditions, y compris les honoraires versés nets des honoraires reçus et actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial, et la valeur actualisée des flux de trésorerie restants du passif financier initial. Si la différence est supérieure ou égale à 10 %, KBC décomptabilise le passif financier initial et en comptabilise un nouveau. Si un échange d'instruments de dette ou une modification de conditions est comptabilisé(e) comme une extinction, les coûts ou honoraires engagés sont comptabilisés comme faisant partie du profit ou de la perte résultant de l'extinction.

### **Passifs financiers – classement et évaluation**

KBC classe les passifs financiers dans trois catégories différentes, conformément à IFRS 9.

- Passifs financiers détenus à des fins de transaction (HFT). Les passifs détenus à des fins de transaction sont ceux encourus principalement dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme de leur prix ou de la marge du courtier. Un passif est également considéré comme détenu à des fins de transaction s'il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers détenus à des fins de transaction séparément par le bureau de négociation et s'il a récemment fait l'objet de prises de bénéfices à court terme. Les passifs détenus à des fins de transaction peuvent inclure des passifs dérivés, des positions courtes en instruments de dette et instruments de capitaux propres, des dépôts à terme et des titres de créance. S'agissant des passifs dérivés, KBC fait la distinction entre les dérivés détenus à des fins de transaction et ceux détenus à des fins de couverture, comme c'est le cas pour les actifs dérivés. Les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués initialement à leur juste valeur. À l'issue de la période de reporting, les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur. Les ajustements de juste valeur sont toujours enregistrés dans le compte de résultats.
- Passifs financiers désignés par l'entité comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats lors de la comptabilisation initiale (FVO). Conformément à IFRS 9, un passif financier ou un groupe de passifs financiers peuvent être évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, auquel cas les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultats, à l'exception de celles résultant des variations du risque de crédit propre, qui sont présentées séparément dans OCI. KBC recourt à la désignation à la juste valeur pour les raisons suivantes :
  - passifs gérés sur la base de la juste valeur : KBC désigne un passif financier ou un groupe de passifs financiers à la juste valeur lorsqu'ils sont gérés et leur rendement est évalué à la juste valeur. C'est utilisé pour le traitement comptable des composantes dépôt (dissociées) (passifs financiers qui n'incluent pas d'élément de participation discrétionnaire) ;
  - non-concordance comptable : l'option de la juste valeur peut être utilisée lorsque cela permet d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait autrement si des actifs ou des passifs étaient évalués ou si les gains ou les pertes en découlant étaient comptabilisés sur des bases différentes ;
  - instruments hybrides : un instrument financier est considéré comme hybride s'il comprend un ou plusieurs dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat de base. L'option de la juste valeur peut être utilisée lorsqu'il n'est pas possible de dissocier du contrat de base les dérivés incorporés qui n'y sont pas étroitement liés, auquel cas l'instrument hybride peut être désigné dans son intégralité à la juste valeur. Cela signifie qu'aussi bien le dérivé incorporé que le contrat de base sont évalués à la juste valeur. KBC a recours à cette possibilité lorsque des produits structurés comprennent des dérivés incorporés sans lien étroit avec le contrat de base. Cela signifie qu'aussi bien le dérivé incorporé que le contrat de base sont évalués à la juste valeur.
- Passifs financiers évalués au coût amorti (AC). KBC classe la plupart de ses passifs financiers dans cette catégorie, y compris les passifs financiers utilisés pour financer des activités commerciales, mais qui ne sont pas proprement destinés à des fins commerciales (p. ex. des obligations émises). Ces passifs financiers sont évalués initialement à leur coût, soit la juste valeur de la contrepartie reçue, y compris les coûts de transaction. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, soit le montant pour lequel ils ont été comptabilisés initialement, moins les remboursements de principal et plus ou moins l'amortissement cumulé de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance. La différence entre le montant disponible et la valeur nominale est enregistrée comme une charge d'intérêts selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges d'intérêts courues mais non encore payées sont enregistrées dans les comptes de régularisation.

### **Passifs financiers – risque de crédit propre**

Conformément à IFRS 9, les passifs financiers désignés à la juste valeur doivent être évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Les variations de juste valeur sont ensuite enregistrées dans le compte de résultats, à l'exception de celles résultant des variations du risque de crédit propre, qui sont présentées séparément dans les autres éléments du résultat global.

En conséquence, les variations sont comptabilisées dans différentes parties : les variations du risque de crédit propre sont constatées dans les autres éléments du résultat global tandis que toutes les autres variations de juste valeur sont présentées dans le compte de résultats sous la rubrique Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en lien avec le risque

de crédit propre ne sont pas recyclés dans le compte de résultats même si le passif est décomptabilisé et si les montants sont réalisés. Bien que le transfert ne soit pas autorisé, KBC transfère les résultats non réalisés comptabilisés au résultat reporté dans les capitaux propres lorsque le passif est décomptabilisé. La seule situation dans laquelle l'inclusion du risque de crédit propre n'est pas présentée dans les autres éléments du résultat global est lorsque cela entraînerait une non-concordance comptable dans le compte de résultats. Cela peut se produire s'il existe une relation économique étroite entre le passif financier désigné à la juste valeur (pour lequel le risque de crédit propre est constaté dans les autres éléments du résultat global) alors que toutes les variations de juste valeur de l'actif financier correspondant sont évaluées et comptabilisées à la juste valeur par le biais du compte de résultats. Tel est le cas pour les contrats d'investissement de la branche 23, pour lesquels les variations de juste valeur de la position au passif sont compensées à 100 % par la position à l'actif.

### **Passifs financiers – contrat de garantie financière**

Un contrat de garantie financière est un contrat aux termes duquel KBC est tenue d'effectuer des paiements spécifiés afin de rembourser à son titulaire une perte qu'il subit du fait qu'un débiteur spécifié n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette. Un contrat de garantie financière est comptabilisé initialement à la juste valeur et est ensuite évalué au plus élevé des deux montants suivants : (a) le montant déterminé conformément aux dispositions en matière de réductions de valeur d'IFRS 9 (voir la section Actifs financiers – Réductions de valeur) et (b) le montant comptabilisé initialement moins, s'il y a lieu, l'amortissement cumulé comptabilisé conformément au principe de comptabilisation des revenus d'IFRS 15.

### **Opérations de pension**

Prises en pension : lorsque KBC a acheté un actif financier et a simultanément conclu un contrat pour vendre l'actif (ou un actif comparable) à un prix fixe dans le futur, le contrat est comptabilisé comme un prêt ou une avance et la valeur sous-jacente n'est pas comptabilisée dans les comptes annuels.

Mises en pension : sont des transactions dans le cadre desquelles KBC vend un actif et consent en même temps à racheter cet actif (ou un actif fondamentalement identique) à un prix fixe dans le futur. KBC continue à comptabiliser entièrement les actifs dans le bilan parce qu'il conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la détention de l'actif en question. L'indemnité financière reçue est comptabilisée comme un actif financier et le passif financier est comptabilisé pour l'obligation de payer le prix de rachat.

### **Compensation (offsetting)**

KBC n'opère une compensation entre un actif financier et un passif financier et ne présente à cet égard un montant net dans son bilan que si et seulement si (i) elle dispose d'un droit actuel juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et (ii) elle a l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### **Juste valeur**

KBC définit la 'juste valeur' comme 'le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation'. Il ne s'agit pas du montant qu'une entité recevrait ou paierait sur la base d'une transaction forcée, liquidation ou vente forcée. Un déséquilibre entre l'offre et la demande (p. ex. lorsqu'il y a moins d'acheteurs que de vendeurs, ce qui exerce une pression à la baisse sur les prix) n'est pas la même chose qu'une transaction contrainte ou une vente de biens sur saisie.

Toutes les positions évaluées à la juste valeur font l'objet d'ajustements de valeur de marché, les variations de juste valeur étant enregistrées dans le compte de résultats ou dans les capitaux propres. Ces ajustements ont trait aux coûts de liquidation, aux positions ou aux marchés moins liquides, aux évaluations sur la base d'un modèle, au risque de contrepartie (credit-value adjustments, ou ajustements CVA) et aux coûts de financement :

- Des ajustements CVA sont effectués lors de l'évaluation des dérivés afin de s'assurer que leur valeur de marché soit ajustée en fonction du risque de crédit de la contrepartie. Ils tiennent compte à la fois de la valeur de marché des contrats (mark-to-market) et de leur juste valeur future probable. Les évaluations sont analysées sur la base de la solvabilité de la contrepartie, qui est déterminée au moyen d'un spread de Credit Default Swap (CDS) coté, ou, à défaut, qui est obtenue par déduction d'obligations dont les émetteurs présentent des caractéristiques similaires à la contrepartie de l'instrument financier (rating, secteur, situation géographique). Les contrats dont la contrepartie est exposée à KBC font l'objet d'ajustements DVA (debt-value adjustments). La méthode est similaire au CVA. Elle prend en compte la valeur de marché négative future attendue des contrats.



- Un ajustement FVA (funding-value adjustment) est un ajustement apporté à la valeur de marché de dérivés non garantis afin de s'assurer que les coûts ou les revenus de financement (futurs) liés à la conclusion et à la couverture de ces instruments soient pris en compte lors de leur évaluation.

### **Comptabilité de couverture**

KBC a choisi d'appliquer les principes de comptabilité de couverture d'IAS 39 (tels que décrits dans la version carve-out d'IAS 39 approuvée par l'UE). KBC désigne certains dérivés détenus à des fins de gestion des risques ainsi que certains instruments financiers non dérivés en tant qu'instruments de couverture lors de la détermination des relations de couverture. Lors de la désignation initiale de la couverture, KBC documente formellement la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, en indiquant notamment l'objectif poursuivi en matière de gestion des risques et la stratégie de couverture mise en œuvre, ainsi que la méthode qui sera utilisée pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. KBC évalue, lors de l'établissement de la relation de couverture, puis régulièrement par la suite, si l'on peut s'attendre à ce que les instruments de couverture compensent très efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts au cours de la période pour laquelle la couverture est mise en place et contrôle si les résultats réels de chaque couverture sont compris entre 80 et 125 %. KBC évalue si une opération prévue faisant l'objet d'une couverture des flux de trésorerie est hautement probable et si elle est exposée à des variations de flux de trésorerie qui pourraient en définitive avoir une incidence sur le compte de résultats.

KBC utilise les techniques de comptabilité de couverture suivantes : couverture de flux de trésorerie, micro-couverture à la juste valeur, couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille et couverture d'investissements nets dans des entités étrangères.

Couverture de flux de trésorerie : si un dérivé est désigné comme étant l'instrument de couverture dans une opération destinée à couvrir la variabilité des flux de trésorerie imputable à un risque particulier lié à un actif, un passif ou une opération prévue hautement probable comptabilisé(e) qui est susceptible d'avoir une incidence sur le compte de résultats, la part efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et enregistrée dans la réserve de couverture (couverture des flux de trésorerie) dans les capitaux propres. La part inefficace des variations de la juste valeur d'un dérivé est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultats. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé dans le compte de résultats (en tant qu'ajustement de reclassement au titre de la même période que celle au cours de laquelle les flux de trésorerie couverts ont une incidence sur le compte de résultats) sous la rubrique Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats. La comptabilité de couverture est interrompue de manière prospective si le dérivé de couverture arrive à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, si la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture des flux de trésorerie ou si la désignation en tant que couverture est révoquée. Tout gain ou toute perte cumulé(e) alors constaté(e) dans OCI reste dans OCI et est comptabilisé(e) lorsque l'opération prévue est finalement enregistrée dans le compte de résultats. Lorsqu'il n'y a plus lieu de penser qu'une opération prévue sera réalisée, le gain ou la perte cumulé(e) enregistré(e) dans les capitaux propres est immédiatement transféré(e) dans le compte de résultats.

Micro-couverture sur la base de la juste valeur : lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture pour couvrir la variation de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés ou un portefeuille d'actifs ou de passifs comptabilisés ou un engagement ferme pouvant influencer sur le compte de résultats, les variations de la juste valeur du dérivé sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultats, tout comme les variations de la juste valeur de la position couverte imputables au risque couvert (dans le même poste du compte de résultats que la position couverte). Toutefois, les revenus d'intérêts courus au titre des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés dans les 'Revenus nets d'intérêts'. La comptabilité de couverture est interrompue de manière prospective si le dérivé de couverture arrive à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, si la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture de la juste valeur ou si la désignation en tant que couverture est révoquée. Tout ajustement effectué selon la méthode des intérêts effectifs dont un élément couvert fait l'objet jusqu'au moment de l'interruption est amorti dans le compte de résultats dans le cadre du recalcul du taux d'intérêt effectif de l'élément couvert sur sa durée de vie restante ou comptabilisé directement lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille (macro-couverture) : dans le cadre de la macro-couverture prévue par la version carve-out approuvée par l'UE, un groupe de dérivés (ou parties de dérivés) peuvent être considérés ensemble et désignés conjointement comme un instrument de couverture, ce qui supprime certaines limitations de la comptabilité de couverture de la juste valeur relatives à la couverture des dépôts de base et aux stratégies de sous-couverture. Dans le cadre de la version carve-out approuvée par l'UE, la comptabilité de couverture peut être appliquée aux dépôts de base et ne sera pas d'application uniquement lorsque l'estimation révisée du montant des flux de trésorerie au titre de périodes déterminées est inférieure au montant comptabilisé au titre de ces périodes. KBC couvre le risque de taux d'intérêt lié aux portefeuilles de prêts à l'aide de swaps de taux d'intérêt, ainsi que celui encouru en lien avec les portefeuilles de dépôts de détail. Les swaps de taux d'intérêt sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur

étant comptabilisées dans le compte de résultats. Les revenus d'intérêts courus au titre des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés dans les Revenus nets d'intérêts. Le montant couvert des prêts est également évalué à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultats. La juste valeur du montant couvert est présentée sous une rubrique distincte à l'actif ou au passif du bilan. Si une couverture est inefficace, la variation cumulée de la juste valeur du montant couvert sera amortie dans le compte de résultats sur la durée de vie restante des actifs couverts ou sera immédiatement sortie du bilan si l'inefficacité est due au fait que les prêts correspondants ont été décomptabilisés.

Couverture d'investissements nets dans des entités étrangères : lorsqu'un instrument dérivé ou un instrument financier non dérivé est désigné comme étant l'instrument de couverture dans une opération destinée à couvrir un investissement net dans une entité étrangère dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de sa société holding directe, la part efficace des variations de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans la réserve de couverture (investissements dans des entités étrangères) en OCI. Toute part inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultats. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé dans le compte de résultats en tant qu'ajustement de reclassement lors de la cession de l'entité étrangère (incluant la distribution d'un dividende ou une diminution de capital).

### ***Leasing***

Tous les contrats de location doivent être classés en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple. Le classement dans le cadre de l'IFRS 16 est fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété des actifs loués incombent au bailleur ou au preneur. Un contrat de location-financement a pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Cette classification est cruciale pour les positions en tant que bailleur. Pour les positions en tant que preneur, cette classification est moins importante car les deux classifications donnent lieu à un traitement similaire, au niveau tant du bilan que du compte de résultats.

### ***Capitaux propres***

Les capitaux propres représentent l'intérêt résiduel dans les actifs totaux de KBC après déduction de tous ses passifs (soit les actifs nets) et comprennent tous les instruments de capitaux propres émis par KBC, les réserves attribuables aux détenteurs des instruments de capitaux propres et les intérêts minoritaires.

KBC classe tous les instruments financiers émis en tant que capitaux propres ou passifs financiers selon la substance des accords contractuels. Le principal critère différenciant un instrument de capitaux propres d'un passif financier réside dans l'existence d'un droit inconditionnel pour KBC de ne pas remettre de trésorerie ou un autre actif financier pour régler une obligation contractuelle. Les intérêts minoritaires représentent la part des capitaux propres d'une filiale qui n'est pas attribuable aux détenteurs des instruments de capitaux propres de KBC. Lorsque la part des capitaux propres détenue par les minoritaires change, KBC ajuste la valeur comptable des intérêts majoritaires et minoritaires de manière à refléter les changements dans la part relative détenue par les minoritaires dans les sociétés consolidées. KBC comptabilise dans les capitaux propres toute différence entre le montant à hauteur duquel les intérêts minoritaires sont ajustés et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue et l'impute à sa part majoritaire.

### ***Avantages du personnel***

#### **Avantages sociaux à court terme**

Les avantages sociaux à court terme, tels que les salaires, les congés payés, les primes liées à la performance et les frais de sécurité sociale, sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les collaborateurs ont fourni les services correspondants. Les frais y relatifs sont repris dans les Charges d'exploitation sous la rubrique Frais de personnel dans le compte de résultats.

#### **Avantages postérieurs à l'emploi**

KBC propose à ses employés des régimes de retraite sous la forme de régimes à cotisations définies ou à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, l'obligation juridique ou implicite de KBC se limite au montant des cotisations qu'elle convient de verser au fonds. Le montant des avantages postérieurs à l'emploi devant être versés aux employés correspond au montant des cotisations payées par KBC et l'employé lui-même au titre du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, majoré du rendement d'investissement généré par ces cotisations. Le risque actuariel est supporté par l'employé. En revanche, en ce qui concerne les régimes à prestations définies, KBC est tenue de fournir les rémunérations convenues aux travailleurs anciens et actuels, et le risque actuariel de même que le risque d'investissement

sont à charge de KBC. Cela signifie que si, du point de vue actuariel ou de l'investissement, le produit est moins bon que prévu, le passif de KBC peut être revu en hausse.

En Belgique, les régimes à cotisations définies sont assortis d'un rendement minimum garanti par la loi. Cependant, le rendement réel peut être inférieur à ce rendement légal. En outre, dans la mesure où ces régimes présentent des caractéristiques de régimes à prestations définies, KBC les comptabilise comme des régimes à prestations définies. Les passifs liés aux régimes à prestations définies et au régime à cotisations définies belge (ou passifs de retraite) sont repris dans les Autres passifs. Ils ont trait aux obligations au titre des rentes de retraite et de survie, des prestations de préretraite et des régimes et rentes similaires.

Les obligations découlant des régimes de retraite à prestations définies sont calculées à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, chaque période de service ouvrant des droits supplémentaires aux prestations de retraite. Des évaluations actuarielles sont effectuées lors de chaque période de reporting. Les passifs liés aux régimes à prestations définies sont actualisés sur la base de taux correspondant à ceux d'obligations d'entreprises de qualité libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et assorties d'une échéance similaire à celle des passifs de retraite concernés. Les variations des passifs/actifs nets liés aux régimes de retraite à prestations définies, à l'exception des variations de trésorerie, sont classées dans trois catégories principales et comptabilisées dans les charges d'exploitation (frais de service), les charges d'intérêts (frais d'intérêts nets) et les autres éléments du résultat global (réévaluations).

### ***Revenus nets de commissions***

La plupart des revenus nets de commissions entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, car ils couvrent les services fournis par KBC à ses clients et sont hors du champ d'application d'autres normes IFRS. Pour la comptabilisation des revenus, KBC identifie le contrat et définit les promesses (obligations de performance) dans la transaction. Les revenus sont comptabilisés uniquement lorsque KBC a satisfait à l'obligation de performance.

Les revenus présentés en tant que Securities and Asset Management entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 et impliquent en principe que KBC détienne des actifs dans une fiducie pour le bénéficiaire (fonds) et est responsable d'investir les montants reçus du client au profit du client. Ces transactions sont simples car KBC fournit une série de services distincts qui sont consommés par le client simultanément lorsque les avantages sont fournis. KBC est rémunérée au moyen de la commission de gestion mensuelle ou trimestrielle qui est calculée en pourcentage fixe de la valeur nette d'inventaire ou par une commission de souscription conservée par le bénéficiaire. Les commissions n'incluent aucune rémunération variable.

Les produits rapportés comme Commissions liées à des contrats d'investissement sans participation bénéficiaire discrétionnaire représentent le montant réalisé sur les contrats d'investissement sans participation bénéficiaire discrétionnaire. Ce qui veut dire qu'un pourcentage ou un montant fixe est retenu sur les paiements des clients, de sorte que la compagnie d'assurances puisse couvrir ses dépenses.

Les services de paiement par lesquels KBC facture le client pour différentes transactions liées à ses comptes courants, paiements domestiques ou étrangers, services de paiement via ATM, etc. sont principalement terminés lorsque la transaction effective est exécutée, donc la contrepartie correspondante peut être reconnue directement à ce moment-là.

### ***Aides publiques***

Les aides publiques sont comptabilisées lorsqu'il y a raisonnablement lieu de penser qu'elles seront perçues et que les conditions y relatives seront remplies. Les aides sont comptabilisées dans le compte de résultats sur une base systématique afin de refléter la manière dont KBC comptabilise les frais que les aides sont destinées à compenser.

### ***Droits et taxes***

Les pouvoirs publics peuvent soumettre KBC à différents droits et taxes. Le montant de ces droits et taxes peut dépendre du montant des revenus (principalement des intérêts) générés par KBC, du montant des dépôts reçus des clients et du volume total du bilan, des ajustements étant opérés en fonction de certains ratios spécifiques. Conformément à IFRIC 21, les droits et taxes sont comptabilisés lorsque l'événement générateur d'obligation donnant lieu à la comptabilisation du passif survient, comme stipulé dans la législation applicable. En fonction de l'événement générateur d'obligation, les droits et taxes peuvent être comptabilisés à un moment donné ou au fil du temps. La plupart des droits et taxes auxquels KBC est soumise doivent être comptabilisés à un moment donné, qui correspond généralement au début de l'exercice. KBC comptabilise les droits et taxes dans les Charges d'exploitation.

**Impôt sur le revenu**

L'impôt sur le revenu se compose de trois éléments : l'impôt payé/dû au titre de l'exercice en cours, les sous-provisions/surprovisions des exercices antérieurs et les variations des actifs/passifs d'impôt différé. L'impôt sur le revenu est comptabilisé dans le compte de résultats ou dans les autres éléments du résultat global, en fonction de la comptabilisation des éléments générateurs de l'impôt. L'impôt sur le revenu initialement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et qui se rapporte à des gains/pertes comptabilisés par la suite dans le compte de résultats est recyclé dans le compte de résultats lors de la même période que celle au cours de laquelle ces gains/pertes sont comptabilisés dans le compte de résultats.

Les actifs et passifs d'impôt différé et courant sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire d'opérer une compensation et qu'il est prévu de procéder à un règlement sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

**Actifs/passifs d'impôt courant**

L'impôt courant au titre de la période correspond au montant devant être payé à/remboursé par l'administration fiscale, calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur au cours de la période de reporting.

**Actifs/passifs d'impôt différé**

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés à concurrence des différences temporelles imposables entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale. Ils sont calculés sur la base des taux d'imposition en vigueur à la date de reporting, qui devraient l'être au moment de la réalisation des actifs ou du règlement des passifs auxquels ils se rapportent et qui reflètent les conséquences fiscales de la manière dont l'entité prévoit de recouvrer ou de régler la valeur comptable des actifs ou passifs sous-jacents à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés à concurrence des différences temporelles déductibles entre la valeur comptable d'actifs ou de passifs et leur base fiscale ainsi que des reports de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel les différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. KBC calcule la valeur des actifs d'impôt différé sur la base des reports de pertes fiscales inutilisées. Pour déterminer la période au cours de laquelle des pertes fiscales peuvent être compensées avec des bénéfices imposables futurs, KBC utilise des projections sur une période de huit à dix ans.

Les actifs/passifs d'impôts différés qui se rapportent à des regroupements d'entreprises sont comptabilisés directement dans le goodwill. Les actifs/passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles (en ce compris les frais d'acquisition directement imputables) sont comptabilisées initialement à leur coût. Pour les périodes de reporting suivantes, KBC valorise les immobilisations corporelles au coût initial minoré du cumul des amortissements et des réductions de valeur. Les taux de dépréciation sont déterminés en fonction de la durée de vie économique estimée des actifs et sont appliqués conformément à la méthode de l'amortissement linéaire à partir du moment où les actifs sont disponibles pour être utilisés. Les immobilisations corporelles sont décomptabilisées après leur cession ou lorsque l'utilisation de l'actif concerné cesse de façon permanente et qu'aucun avantage économique futur n'est attendu de sa cession. Les gains ou pertes constatés lors de la décomptabilisation sont comptabilisés dans le compte de résultats au titre de la période au cours de laquelle la décomptabilisation survient. Les immobilisations corporelles font l'objet d'une réduction de valeur lorsqu'il existe une indication qu'un actif a diminué d'une certaine valeur.

Les amortissements, les réductions de valeur et les plus/moins-values de cession sont comptabilisés en Charges d'exploitation dans le compte de résultats, sauf en ce qui concerne les actifs loués dans le cadre de contrats de location simple (KBC agissant en tant que bailleur), dont les coûts sont comptabilisés sous la rubrique Autres revenus nets. Lorsqu'une cession peut être assimilée à une activité abandonnée, les résultats nets sont repris sous une seule et même rubrique dans le compte de résultats (voir la section concernant les activités abandonnées).

**Immeubles de placement**

Un immeuble de placement est un bien immobilier construit, acheté ou acquis par KBC dans le cadre d'un contrat de location-financement, qui est détenu dans le but de percevoir des loyers ou de réaliser une plus-value plutôt que d'être utilisé par KBC pour fournir des services ou à des fins administratives.

Les investissements immobiliers (y compris les coûts directement imputables) sont comptabilisés initialement à leur coût. KBC valorise les investissements immobiliers durant les périodes de reporting suivantes au coût initial minoré du cumul des amortissements et des réductions de valeur.

Les amortissements sont inclus dans le poste Autres revenus nets du compte de résultats.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent le goodwill, les logiciels développés en interne, les logiciels développés par des tiers ainsi que d'autres actifs incorporels. Les immobilisations incorporelles peuvent être (i) acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (voir la section Regroupements d'entreprises et goodwill ci-après), (ii) acquises séparément ou (iii) générées en interne.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément (principalement les logiciels développés par des tiers) sont comptabilisées initialement à leur coût. Les immobilisations incorporelles générées en interne (principalement les logiciels développés en interne) ne sont comptabilisées que si elles résultent d'un processus de développement et que KBC peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement des immobilisations incorporelles ;
- l'intention d'achever les immobilisations incorporelles et de les utiliser ou de les vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre les immobilisations incorporelles ;
- la façon dont les immobilisations incorporelles généreront des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres adéquates pour achever le développement et utiliser ou vendre les immobilisations incorporelles ;
- la capacité à évaluer de manière fiable les dépenses attribuables aux immobilisations incorporelles au cours de leur développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées initialement sur la base des coûts de développement directement imputables à l'élaboration et au test des logiciels uniques contrôlés par KBC. Les coûts directement imputables capitalisés au titre des logiciels développés en interne incluent les coûts liés aux employés participant au développement et les frais généraux directement imputables.

Les frais de recherche, les autres frais de développement, les coûts liés à la maintenance des logiciels et aux projets d'investissement (projets à grande échelle visant à mettre en œuvre ou à remplacer un objectif ou un modèle commercial important) qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées par la suite à leur coût diminué des amortissements et réductions de valeur cumulés. L'amortissement commence lorsque l'actif est utilisable conformément à l'intention de la direction. Les logiciels sont amortis comme suit :

- Les logiciels système (logiciels faisant partie intégrante des équipements acquis) sont amortis au même rythme que les équipements.
- Les logiciels standard et les logiciels sur mesure développés par des tiers ou en interne sont amortis sur une durée de cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir du moment où ils sont utilisables.
- Les systèmes de base (qui comprennent généralement les outils de traitement des comptes de dépôts et des prêts et crédits, les interfaces au grand livre et les outils de reporting) sont amortis sur une durée de huit ans selon la méthode de l'amortissement linéaire.

### **Réductions de valeur des actifs non financiers**

Lors de la préparation des états financiers, KBC s'assure que la valeur comptable des actifs non financiers n'excède pas la valeur qui pourrait être retirée de leur utilisation ou de leur vente (valeur recouvrable). Les immobilisations corporelles, les immeubles de placement et les logiciels ne sont soumis à un test de dépréciation que s'il existe une indication objective de réduction de valeur. Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie économique indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et sont contrôlés au regard des indicateurs de réduction de valeur tous les trimestres.

Des indications de la nécessité de constater une réduction de valeur peuvent découler d'une source interne (p. ex. état de l'actif) ou d'une source externe (p. ex. nouvelle technologie ou baisse importante de la valeur de marché de l'actif).

Lorsqu'il existe une indication de réduction de valeur, KBC contrôle la valeur recouvrable de l'actif concerné, lequel est sujet à une réduction de valeur si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable à la date de reporting. La valeur recouvrable correspond à la valeur d'usage d'un actif ou, si elle est plus élevée, à sa juste valeur diminuée de son coût de vente. La valeur d'usage correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés qu'un actif ou une unité génératrice de trésorerie est supposé(e) générer.

Les réductions de valeur s'opèrent au niveau des actifs individuels, mais lorsqu'un actif individuel ne génère pas de rentrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif ou le groupe d'actifs appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiable générant des rentrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. KBC constitue les UGT selon son propre jugement. Ce processus s'applique principalement au goodwill comptabilisé en lien avec des acquisitions.

Les réductions de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultats au titre de la période au cours de laquelle elles surviennent. Une réduction de valeur peut être reprise si la situation dont elle découle n'existe plus, sauf en ce qui concerne

le goodwill, pour lequel les réductions de valeur ne peuvent en aucun cas être reprises. Les gains sur réductions de valeur sont comptabilisés dans le compte de résultats au titre de la période au cours de laquelle ils surviennent.

### ***Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels***

Des provisions sont comptabilisées à la date de reporting si et seulement si les critères suivants sont remplis :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture. Lorsque le facteur temps est important, le montant comptabilisé en provision correspond à la valeur actuelle nette de la meilleure estimation.

Par sa nature, une provision implique que la direction émette des jugements quant au montant et au calendrier des futures sorties probables de ressources représentatives d'avantages économiques.

### ***États financiers consolidés / États financiers intermédiaires***

Toutes les entités importantes (y compris les entités structurées) sur lesquelles KBC exerce un contrôle direct ou indirect, tel que défini dans IFRS 10, sont consolidées selon la méthode de la consolidation globale. Les modifications des pourcentages de participation (ne conduisant pas à une perte de contrôle) sont comptabilisées en tant que transactions sur capitaux propres. Elles n'ont aucune influence sur le goodwill ou les résultats.

Les filiales qui ne sont pas incluses dans les états financiers consolidés car elles ne sont pas des entités importantes sont classées en tant qu'instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, toutes les variations de juste valeur étant reprises dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des revenus de dividendes, qui sont comptabilisés dans le compte de résultats. Les sociétés importantes sur lesquelles un contrôle conjoint est exercé directement ou indirectement et les investissements importants dans des entreprises associées (entreprises sur lesquelles KBC exerce une influence significative) sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Seuil de consolidation : les filiales sont effectivement incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la consolidation globale si au moins deux des critères d'importance suivants sont dépassés :

- Part du groupe dans les fonds propres : 2 500 000 EUR ;
- Part du groupe dans le résultat : 1 000 000 EUR (valeur absolue) ;
- Part du groupe dans le total du bilan : 100 000 000 EUR.

Afin d'éviter qu'un trop grand nombre d'entités soient exclues, KBC s'assure que le total du bilan combiné des entités exclues de la consolidation ne représente pas plus de 1 % du total du bilan consolidé.

### ***Regroupements d'entreprises et goodwill***

Les regroupements d'entreprises sont traités selon la méthode d'acquisition, qui veut que le coût d'une acquisition soit valorisé comme la somme du prix de rachat payé (valorisé à la juste valeur à la date du rachat) et du montant des éventuelles participations minoritaires dans l'entité acquise. Aux fins de l'évaluation des intérêts minoritaires, KBC peut décider pour chaque regroupement d'entreprises séparément d'évaluer les intérêts minoritaires à leur juste valeur ou selon leur quote-part des actifs nets identifiables de l'entité acquise. La manière dont les intérêts minoritaires sont évalués à la date d'acquisition aura un impact sur la comptabilisation de l'acquisition par suite de la détermination du goodwill.

Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition par rapport à l'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs acquis, des passifs et des passifs éventuels, identifiables à la date d'acquisition. Aux fins de la comptabilisation des acquisitions et pour déterminer le goodwill, KBC tient compte d'une période d'évaluation de 12 mois. La classification des actifs financiers acquis et des passifs financiers repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises dépend des faits et circonstances existant à la date d'acquisition (sauf en ce qui concerne les contrats de location et d'assurance, qui sont classés en fonction des conditions contractuelles et d'autres facteurs pertinents au moment de la conclusion des contrats). Le goodwill est repris sous la rubrique Goodwill et autres immobilisations incorporelles et comptabilisé à son coût diminué des réductions de valeur. Le goodwill n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an ou dès lors qu'il existe des indications objectives (externes ou internes) en ce sens. Si la comptabilisation des acquisitions n'est pas terminée étant donné que la période d'évaluation de 12 mois n'est pas achevée, le goodwill n'est pas considéré comme définitif et n'est soumis à un test que s'il existe une indication objective d'une réduction de valeur du goodwill provisoire.

Pour les besoins du test de réduction de valeur, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de KBC appelées à bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entité acquise soient imputés à ces unités. Une réduction de valeur est constatée si la valeur comptable de l'unité

génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill appartient est supérieure à sa valeur recouvrable. Les réductions de valeur sur goodwill ne peuvent pas être reprises.

### ***Effets des variations de change***

La monnaie fonctionnelle et de présentation de KBC est l'euro. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux au comptant en vigueur à la date de clôture. Les écarts d'évaluation négatifs et positifs sont comptabilisés dans le compte de résultats, à l'exception de ceux qui se rapportent au financement d'actions et d'investissements de sociétés consolidées en devises étrangères. Les éléments non monétaires, évalués sur la base de leur coût historique, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de la date de transaction. Les éléments non monétaires, évalués à la juste valeur, sont convertis au taux au comptant en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion sont comptabilisés conjointement avec les variations de juste valeur. Les revenus et dépenses en devises étrangères sont repris dans le compte de résultats au taux de change en vigueur à la date de leur comptabilisation.

Les écarts d'évaluation sont comptabilisés dans le compte de résultats ou dans les autres éléments du résultat global. Les écarts d'évaluation initialement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et qui se rapportent à des gains/pertes comptabilisés par la suite dans le compte de résultats sont recyclés dans le compte de résultats lors de la même période que celle au cours de laquelle ces gains/pertes sont comptabilisés dans le compte de résultats. Les bilans des filiales étrangères sont convertis dans la monnaie de présentation au taux au comptant en vigueur à la date de reporting (à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au taux historique). Le compte de résultats est converti au cours moyen de l'exercice, en tant que meilleure approche du cours de change de la date de transaction.

### ***Transactions avec des parties liées***

Une partie liée à KBC est une partie sur laquelle KBC exerce un contrôle ou une influence significative ou une partie qui exerce un contrôle ou une influence significative sur KBC. KBC définit ses parties liées comme suit :

- filiales de KBC et entités de KBC Group (principalement KBC Verzekeringen NV et KBC Group NV),
- entreprises associées et coentreprises de KBC
- KBC Ancora, Cera et MRBB,
- membres de la direction générale de KBC (conseil d'administration et comité de direction de KBC Bank SA).

Les transactions avec les parties liées doivent s'effectuer conformément au principe d'objectivité.

### ***Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, passifs liés à des groupes destinés à être cédés et activités abandonnées***

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, passifs liés à des groupes destinés à être cédés**

Les actifs ou groupes d'actifs et de passifs non courants détenus en vue de la vente sont ceux dont KBC recouvrera la valeur comptable dans le cadre d'une opération de vente pouvant être considérée comme une vente au cours d'une année plutôt qu'au travers de leur utilisation continue. Les actifs non courants et les passifs détenus en vue de la vente sont comptabilisés séparément des autres actifs et passifs dans le bilan à la fin de la période de reporting.

#### **Activités abandonnées**

Une activité abandonnée est une composante de KBC qui a été cédée ou qui est classée comme étant détenue en vue de la vente et qui :

- représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ; ou
- fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Les résultats des activités abandonnées sont comptabilisés séparément dans le compte de résultats et dans les autres éléments du résultat global et comprennent :

- le bénéfice ou la perte après impôts des activités abandonnées ; et
- le bénéfice ou la perte après impôts comptabilisé(e) résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou de la cession des actifs ou du groupe d'actifs concernés.

**Événements postérieurs à la période de reporting**

Les événements postérieurs à la date de reporting sont des événements favorables ou défavorables survenant entre la date de reporting et la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée. On distingue deux types d'événements postérieurs à la période de reporting :

- ceux qui attestent de situations qui existaient à la date de reporting (événements donnant lieu à des ajustements) ;
- ceux qui traduisent des situations survenues après la date de reporting (événements ne donnant pas lieu à des ajustements).

L'impact des événements donnant lieu à des ajustements a déjà été reflété dans la situation et la performance financières de l'exercice en cours. L'impact et les conséquences des événements ne donnant pas lieu à des ajustements sont décrits dans les notes aux états financiers.

**Taux de change utilisés\***

	Taux de change au 31/12/2020		Moyenne de taux de change en 2020	
	1 EUR = ... ... devise	Variation par rapport au 31/12/2019 positive : appréciation face à l'EUR négative : dépréciation face à l'EUR	1 EUR = ... ... monnaie étrangère	Variation par rapport au/à la moyenne de 2019 positive : appréciation face à l'EUR négative : dépréciation face à l'EUR
BGN	1,9558	0 %	1.9558	0 %
CZK	26.242	-3 %	26.463	-3 %
GBP	0.89903	-5 %	0.88734	-1 %
HUF	363.89	-9 %	352.66	-8 %
USD	1.2271	-8 %	1.1427	-2 %

\* Chiffres arrondis

**Annexe 1.3. – Estimations importantes et jugements significatifs**

Lors de l'établissement des comptes annuels consolidés et de l'application des méthodes comptables de KBC, la direction doit porter des jugements et faire des estimations ou suppositions qui ont un impact sur les montants de l'actif, du passif, des produits et des coûts rapportés. Une certaine dose d'incertitude est inhérente à la majorité des montants rapportés. Les estimations se fondent sur l'expérience et les suppositions dont la direction de KBC estime qu'elles sont raisonnables à l'instant où le rapport annuel est préparé.

L'ajustement des estimations comptables est acté au cours de la période où celles-ci sont revues et pour chaque période consécutive qui en est affectée.

**Annexe 1.4. – Impact de la crise sanitaire**

La pandémie de Corona et la série d'événements qu'elle a engendrés sur les marchés, ont considérablement dégradé la croissance et les perspectives économiques. Elles ont également incité les banques centrales et les gouvernements du monde entier à mettre en œuvre des mesures inconnues jusqu'alors.

Nous avons étroitement collaboré avec les pouvoirs publics pour soutenir tous les clients touchés par la crise. Nous avons à cette fin adopté tout un train de mesures, dont le report de paiement des crédits. Nous avons accordé, dans nos six pays stratégiques, pour 13,4 milliards d'euros de reports de crédits (selon la définition de l'ABE, au 31 décembre 2020). Pour quelque 8,7 milliards d'euros sur les 13,4 milliards d'euros précités, le moratoire accordé a pris fin en date du 31 décembre 2020 ; près de 96 % de cette somme font à nouveau l'objet de remboursements normaux. Par ailleurs, nous avons également consenti pour 0,8 milliard d'euros de prêts dans le cadre des régimes publics de garantie mis en place pour faire face à la crise (la liste des mesures gouvernementales et sectorielles adoptées dans chacun de nos pays stratégiques se trouve à la page suivante).

Reports de remboursement (moratoires) accordés pour cause de crise sanitaire en 2020 (En milliards d'euros.)	Montant pour lequel un moratoire a été accordé en 2020 (encore au bilan au 31/12/2020)	Dont : le moratoire accordé a pris fin au 31/12/2020
Par segment		
Crédit hypothécaires (retail)	4.7	3.8
Crédits aux PME	4.0	2.1
Crédits aux grandes entreprises	3.9	2.5
Autre	0.8	0.3
Par pays		



Belgique	7.4	4.9
République tchèque	2.2	2.2
Slovaquie	0.8	0.3
Hongrie (régime dit de 'opt-out')	1.6	0.0
Bulgarie	0.2	0.2
Irlande	1.2	1.1
Total	13.4	8.7

### Principales conséquences de la crise du coronavirus sur nos résultats en 2020

Postes	Impact de la crise sanitaire
Revenus nets d'intérêts	Affectés négativement par plusieurs baisses du taux des prises en pension pratiquées par la Banque Nationale tchèque, et le niveau généralement bas des taux longs. Ceci a été partiellement compensé par la diminution des frais de financement permise par le programme TLTRO III de la BCE et par l'augmentation des volumes de crédits
Instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	Impact particulièrement négatif de -0,4 milliard d'euros au premier trimestre de 2020, suite à la chute des marchés boursiers, au creusement des spreads de crédit et à la diminution des taux longs. Ce résultat négatif a été compensé au cours des trois trimestres qui ont suivi, mais le résultat de l'exercice n'en est pas moins inférieur de 149 millions d'euros à celui de l'exercice précédent
Revenus nets de commissions	Recul des commissions sur les activités patrimoniales, auquel s'ajoute la diminution des commissions sur certains services bancaires, comme les paiements (pour cause, entre autres, de confinements), qu'a toutefois partiellement compensés l'augmentation de la commission liée aux titres
Charges d'exploitation	Allègement des charges d'exploitation, qu'expliquent diverses mesures de réduction des coûts (ayant notamment engendré une diminution des provisions pour rémunérations variables et une baisse du nombre d'ETP), ainsi qu'un allègement des dépenses de marketing, de voyages, de fonctionnement et d'événements (directement lié à la baisse d'activité due aux confinements).
Réductions de valeur sur crédits (actifs financiers au coût amorti et à la juste valeur via OCI)	Nette augmentation des réductions de valeur collectives - voir détail ci-après.
Réductions de valeur sur goodwill	Les évaluations annuelles des indicateurs de réductions de valeur sur le goodwill (déterminées selon la méthode des flux de trésorerie attendus) n'ont rien révélé qui irait en ce sens.
Réductions de valeur sur autres	Comptabilisation d'un montant de 29 millions d'euros de modification losses en Belgique, en République tchèque et en Hongrie, qui s'expliquent par les moratoires accordés sur les remboursements des crédits dans ces pays dans le contexte de la crise sanitaire.
Impôts différés	Nous avons examiné la probabilité de disposer de bénéfices imposables, ce qui permettrait d'utiliser les différences temporaires déductibles sur la base d'estimations pour une période de 8 à 10 ans. L'examen révèle l'existence de bénéfices imposables estimés en suffisance.
Réserves de réévaluation	Recul des écarts de conversion. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le texte sous le tableau Résultats consolidés réalisés et non réalisés.
Liquidités	Préservation d'une position de liquidités élevée pendant toute la durée de la crise sanitaire, grâce notamment à la participation au programme TLTRO III. Le LCR s'établissait à 147 % et le NSFR à 146 % à fin 2020, contre 138 % et 136 % respectivement à fin 2019.
Solvabilité	Maintien d'une solvabilité solide. Le ratio common equity s'établissait, à fin 2020, à 15,2 % (à pleine charge) ou 15,7 % (transitionnel), contre 14,7 % (à pleine charge) à fin 2019.
Engagements de pensions	Augmentation des passifs pour l'employeur en matière d'avantages du personnel (passifs liés aux régimes à prestations définies) imputable à l'impact du taux d'actualisation historiquement bas. La valeur des actifs a bien résisté, en raison d'une part de l'atonie des taux d'intérêt et d'autre part de la reprise continue des marchés boursiers après la flambée pandémique.

### Précisions quant à l'impact de la crise sanitaire sur les réductions de valeur sur crédits en 2020

Nos modèles ECL ne reflétant pas adéquatement toutes les spécificités de la crise sanitaire et des diverses mesures arrêtées par les gouvernements des différents pays pour soutenir ménages, PME et entreprises dans ce contexte. Un calcul expert basé via un management overlay s'impose au niveau du portefeuille. Au premier trimestre de 2020, ce calcul est demeuré limité à un certain nombre de secteurs et sous-secteurs. Compte tenu des graves incertitudes que fait peser la crise sanitaire, à partir du deuxième trimestre, le management overlay a été étendu à tous les secteurs que compte notre

portefeuille d'entreprises et de PME, ainsi qu'au portefeuille retail. Les pertes de crédit que la crise sanitaire est susceptible d'engendrer ont fait l'objet, au cours des trimestres suivants, de nouveaux calculs effectués selon une méthodologie identique, mais qui tient compte des scénarios économiques les plus récents.

En 2020, les glissements PD au sein du portefeuille sont demeurés limités, ce qui se traduit par des pourcentages de changements de catégorie (staging) stables. Soulignons que conformément aux directives de la BCE, de l'ESMA et de l'ABE, aucune des mesures conformes à l'ABE arrêtées par les pouvoirs publics avant la fin du mois de septembre 2020 ni les nouvelles mesures adoptées entre octobre et décembre 2020 n'ont engendré de staging automatique.

<b>Portefeuille de crédits et d'investissements</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Encours du portefeuille de crédits (en milliards d'EUR)	181	175
En fonction du type de contrepartie		
Retail	43 %	42 %
Dont crédits hypothécaires	40 %	38 %
Dont crédits à la consommation	3 %	3 %
PME	22 %	22 %
Entreprises	35 %	37 %
Par catégorie d'ECL – IFRS 9 (catégorie)		
Catégorie 1	85.2 %	85.2 %
Catégorie 2	11.5 %	11.3 %
Catégorie 3	3.3 %	3.5 %

Les conséquences plus précises de la crise sanitaire sur le portefeuille performant (performing) en date du 31 décembre 2020 ont fait l'objet d'un examen en trois étapes.

- La méthode utilisée pour ce faire se base sur les prévisions macroéconomiques actualisées de KBC à fin décembre 2020 (voir le paragraphe Scénarios macroéconomiques ci-après). Le scénario de base a été traduit en stress migration matrices expert based, par pays et par segment. Le portefeuille a été modifié à l'aide de cette matrice ; une partie a été versée dans des classes PD inférieures ou s'est vu attribuer le statut 'défaut de paiement', une partie est demeurée inchangée et un faible pourcentage a intégré une classe supérieure. Les pertes de crédit escomptées ont ensuite fait l'objet d'un nouveau calcul sur la base de la nouvelle structure du portefeuille, résultat du staging inclus. L'évaluation de l'effet sur les pertes de crédit escomptées à la lumière du scénario 'corona' de base a été définie comme étant la différence entre les pertes de crédit escomptées calculées sur le portefeuille avant et après application de la stress migration matrix.
- Pour affiner l'estimation des pertes de crédit escomptées dans le contexte de la crise sanitaire, le calcul intègre de surcroît un effet sectoriel. La démarche a pour but de montrer que certains secteurs seront plus lourdement affectés que d'autres, ce qui ne se reflète pas encore dans les matrices de migration. Toutes les positions au sein du portefeuille 'PME et entreprises' ont été qualifiées de risque élevé, moyen ou faible, en fonction des conséquences escomptées de la crise sanitaire sur le secteur considéré (aucun stress sectoriel n'a toutefois été appliqué pour les crédits hypothécaires et à la consommation). Sur la base de cette classification, les pondérations expert based suivantes ont été appliquées à l'impact ECL : 150 % pour les secteurs présentant un risque élevé, 100 % pour les secteurs présentant un risque moyen et 50 % pour les secteurs assortis d'un faible risque. Nous obtenons de la sorte une perte de crédit escomptée par secteur, calculée selon le scénario 'corona' de base. La répartition entre les secteurs à risque élevé, moyen et faible n'a guère changé dans le courant de 2020. Seules certaines activités sous-jacentes ont fait l'objet d'une nouvelle classification, passant de risque élevé à moyen, voire faible. Les modifications dans l'autre sens (passages de risque moyen à élevé) ont été très rares elles aussi. Vous trouverez un aperçu schématique de la situation au 31 décembre 2020 dans le tableau.
- Enfin, un management overlay pondéré par la probabilité a été calculé à la lumière du scénario de base, du scénario optimiste et du scénario pessimiste et des pondérations y afférentes. Un facteur d'échelle expert based a été appliqué à la perte de crédit escomptée par secteur selon le scénario 'corona' de base issu de l'étape précédente, dans le but de déterminer les conséquences collectives de la crise sanitaire dans les scénarios optimiste et pessimiste. L'overlay ultime a été obtenu en pondérant, en fonction de chacun des trois scénarios, les pertes de crédit escomptées pour cause de crise sanitaire de la manière suivante : 55 % pour le scénario de base, 10 % pour le scénario optimiste et 35 % pour le scénario pessimiste.

<b>Portefeuille de crédits et d'investissement aux PME et entreprises, en fonction de leur vulnérabilité au coronavirus</b>	<b>2020</b>
Portefeuille de crédits et d'investissement aux PME et entreprises (En milliards d'euros.)	103
Secteurs à risque élevé	24 %
Distribution (commerce de détail et commerce de gros)	5.4 %
Industrie automobile	3.5 %

Services (divertissements, loisirs et maisons de retraite)	3.4 %
Immobilier commercial	2.9 %
Métaux	1.9 %
Machines et équipement lourd	1.6 %
Hôtels, bars et restaurants	1.3 %
Navigation (transport)	1.1 %
Bâtiment et construction	1.0 %
Reste (somme des secteurs <1 %*)	1.9 %
Secteurs à risque moyen	41 %
Secteurs à faible risque	35 %

\*Inclut entre autres le secteur du transport aérien.

Pour le portefeuille non performant (non-performing), un avis expert basé des services de gestion des risques locaux nous a incités à procéder à une évaluation des retombées supplémentaire sur la base du portefeuille, pour les positions au sein de la catégorie 3 gérées collectivement. Les réductions de valeur supplémentaires résultant de la crise sanitaire sur les dossiers de la catégorie 3 appréciés individuellement étant d'ores et déjà comprises dans les réductions de valeur spécifiques (qui sont donc déjà comptabilisées dans les réductions de valeur dans le compte de résultats), elles ne sont pas prises en considération dans le management overlay.

L'approche en trois phases appliquée au portefeuille performant, à laquelle s'ajoute l'évaluation des retombées supplémentaire pour le portefeuille non performant, aboutit à une perte de crédit collective escomptée pour cause de crise sanitaire de 783 millions d'euros (6 % de la catégorie 1, 86 % de la catégorie 2 et 8 % de la catégorie 3) pour 2020.

- En 2020, les modèles ECL ont capturé 111 millions d'euros de ces conséquences, via les variables macroéconomiques ajustées utilisées pour le calcul.
- Au 31 décembre 2020, le management overlay total lié à la crise sanitaire s'élève à 672 millions d'euros. Exception faite du management overlay sur le portefeuille non performant, le management overlay est entièrement intégré à la catégorie 2.

En résumé :

- Durant l'exercice 2020, des réductions de valeur sur crédits ont été actées pour un montant total de 1 068 millions d'euros, composé comme suit :
  - Réductions de valeur collectives liées à la pandémie de Corona : 783 millions d'euros (111 millions d'euros capturés par les modèles ECL et 672 millions d'euros reposant sur un management overlay)
  - Autres réductions de valeur : 285 millions d'euros.
- Compte tenu de la perte de crédit totale escomptée pour cause de crise sanitaire, le ratio de pertes sur crédits atteint 0,60 % en 2020. Sans la perte de crédit collective escomptée pour cause de crise sanitaire, il se serait élevé à 0,16 %. L'exercice 2019 s'était achevé sur un ratio de pertes sur crédits de 0,12 %.

<b>ECL lié à la crise sanitaire selon les secteurs, portefeuille performant (En millions d'euros, 2020)</b>	<b>Secteurs à risque élevé (à 150 %)</b>	<b>Secteurs à risque moyen (à 100 %)</b>	<b>Secteurs à faible risque (à 50 %)</b>	<b>Crédits hypothécaires et autres crédits retail</b>	<b>Total</b>
Scénario de base	241	194	60	123	618
Scénario optimiste	200	160	53	98	511
Scénario pessimiste	334	272	81	243	930

<b>ECL collective due à la crise sanitaire par pays, portefeuilles performant et non performant (En millions d'euros, 2020)</b>	<b>Scénario optimiste</b>	<b>Scénario de base</b>	<b>Scénario pessimiste</b>	<b>Pondéré (10 % scénario optimiste + 55 % scénario de base + 35 % scénario pessimiste)</b>	<b>Portefeuille non performant</b>	<b>Total</b>
Belgique	338	358	464	393	20	413
République tchèque	95	137	195	153	9	162
Slovaquie	23	32	48	37	0	37
Hongrie	25	45	81	56	0	56
Bulgarie	7	17	26	19	5	24
Irlande	23	29	116	59	32	91
<b>Total</b>	<b>511</b>	<b>618</b>	<b>930</b>	<b>717</b>	<b>66</b>	<b>783</b>

### Scénarios économiques

La pandémie de coronavirus continue de dominer l'économie mondiale. Le déploiement des différents vaccins soutiendra la reprise économique à moyen terme. Le redressement varie d'un pays à l'autre et est incertain. La résurgence possible du virus reste un motif de préoccupation et incite de nombreux pays à maintenir, voire même à prolonger, les mesures de protection. Face à cette incertitude, nous conservons trois scénarios alternatifs : un scénario de base, un scénario plus optimiste et un scénario plus pessimiste. Nous estimons la probabilité du scénario optimiste à 10 %, du scénario de base à 55 % et du scénario pessimiste à 35 %.

Scénario optimiste	Scénario de base	Scénario pessimiste
Propagation et impact du virus plus rapidement maîtrisés grâce à la vaccination à grande échelle rendue disponible plus rapidement que prévu, permettant d'abandonner plus vite les mesures de distanciation sociale et autres mesures de protection.	Début de la vaccination et intensification des tests et du traçage ne permettant qu'un assouplissement très limité des mesures de protection au cours du premier semestre 2021. Dès la mi-2021, la normalisation des interactions socio-économiques sera soutenue par un déploiement massif de vaccins efficaces. La normalisation des interactions socio-économiques n'aura pas lieu avant 2022 compte tenu du temps nécessaire au processus de vaccination.	Accélération de l'épidémie, qui continue à peser sur la société et sur l'économie, en raison des déconvenues rencontrées par le processus de vaccination (problèmes logistiques, résultats immunitaires décevants, etc.).
Reprise vigoureuse et continue à partir du premier semestre de 2021, permettant un retour rapide aux niveaux d'activité d'avant-crise.	Reprise progressive. Ce n'est qu'à partir du deuxième semestre 2021 que le déploiement massif de vaccins favorisera le retour à des niveaux d'avant-crise d'ici fin 2023.	Un ou plusieurs nouveaux chocs, déstabilisant et interrompant le mouvement de reprise.
Reprise en V marquée et brève.	Reprise en U.	Reprise davantage en L, avec un redressement lent de la barre horizontale.

Le tableau ci-après présente ces scénarios, pour les trois principaux indicateurs (PIB, taux de chômage, indice des prix des logements) dans chacun de nos pays stratégiques, pour les prochaines années. Après, nous envisageons une transition linéaire progressive en direction d'une situation stable.

Scénarios macroéconomique – principaux indicateurs (situation à fin 2020)	2020	2021			2022		
Scénario :	De base	Optimiste	De base	Pessimiste	Optimiste	De base	Pessimiste
Croissance du produit intérieur brut réel							
Belgique	-7.4 %	6.8 %	0.9 %	-4.5 %	3.6 %	4.1 %	1.6 %
République tchèque	-6.5 %	4.4 %	2.7 %	-2.0 %	4.1 %	5.0 %	3.2 %
Hongrie	-6.0 %	6.3 %	3.5 %	-1.0 %	4.5 %	4.8 %	3.5 %
Slovaquie	-6.8 %	7.0 %	4.2 %	1.6 %	4.8 %	4.2 %	3.2 %
Bulgarie	-5.0 %	4.0 %	3.0 %	-1.0 %	3.0 %	4.0 %	2.0 %
Irlande	2.5 %	6.0 %	4.0 %	1.0 %	6.0 %	4.0 %	1.0 %
Taux de chômage							
Belgique	5.8 %	6.2 %	7.2 %	8.2 %	5.9 %	6.9 %	8.0 %
République tchèque	3.3 %	3.5 %	4.2 %	5.2 %	3.3 %	4.0 %	5.6 %
Hongrie	4.8 %	4.2 %	5.0 %	7.0 %	4.0 %	4.6 %	6.5 %
Slovaquie	8.0 %	8.0 %	9.5 %	12.0 %	7.5 %	8.0 %	10.0 %
Bulgarie	8.0 %	6.0 %	10.0 %	12.0 %	4.3 %	7.0 %	11.0 %
Irlande	18.0 %	5.0 %	7.0 %	14.0 %	4.0 %	6.0 %	10.0 %
Indice des prix des maisons							
Belgique	3.0 %	2.0 %	-3.0 %	-5.0 %	2.5 %	1.0 %	-2.0 %
République tchèque	6.7 %	3.6 %	1.5 %	-3.0 %	4.0 %	2.0 %	-1.0 %
Hongrie	-1.0 %	2.5 %	-1.0 %	-4.0 %	3.5 %	2.0 %	-1.0 %
Slovaquie	9.0 %	3.5 %	1.2 %	-4.0 %	4.0 %	2.0 %	-1.0 %
Bulgarie	1.0 %	1.0 %	0.0 %	-1.0 %	3.0 %	3.0 %	0.0 %
Irlande	0.0 %	3.0 %	0.0 %	-3.0 %	4.0 %	1.0 %	-3.0 %

Le taux de chômage de l'Irlande en 2020 comporte plutôt des licenciements temporaires que des pertes d'emplois permanentes et pourra s'améliorer rapidement en phase avec le déploiement de la vaccination en Irlande

## VII. — Annexes relatives à l'information par segment

### Segmentation selon la structure de direction

#### Les segments ou divisions du groupe

Conformément à l'IFRS 8, KBC a identifié le Comité de Direction et le Conseil d'administration du groupe comme chief operating decision makers, responsables de l'attribution des ressources et de l'évaluation des performances des différentes composantes de l'entreprise. Les segments opérationnels sont basés sur les rapports financiers internes remis à ces organes de gestion et sur l'emplacement des activités de l'entreprise, ce qui débouche sur une segmentation géographique. Les trois segments opérationnels sont (de manière simplifiée) :

- Division Belgique (toutes les activités en Belgique)
- Division République tchèque (toutes les activités en République tchèque)
- Division Marchés internationaux (activités en Irlande, en Hongrie, en Slovaquie et en Bulgarie), rapportées ensemble conformément à la norme IFRS 8.16.

Il existe en outre, à des fins de reporting, un Centre de groupe (résultats du holding, éléments non attribués aux autres divisions, résultats des sociétés à céder).

#### Rapport par segment

Les organes de gestion analysent les performances des segments selon une série de critères, le Résultat après impôts étant le principal indicateur de résultat. Les données relatives aux segments sont entièrement basées sur l'IFRS, sans adaptations.

Une société du groupe est en principe entièrement attribuée au même segment/division. Des exceptions ne sont consenties que pour les charges qui ne sont pas attribuables de manière univoque à un segment déterminé, telles que les frais d'arrérages des prêts subordonnés (mentionnés sous Centre de groupe).

Les coûts de financement des participations sont attribués au Centre de groupe. Les coûts de financement éventuels relatifs au leveraging au niveau de KBC Groupe SA sont également repris dans le Centre de groupe.

Les transactions entre segments sont présentées at arm's length.

Dans l'information par segment, les revenus nets d'intérêts sont mentionnés sans répartition en revenus d'intérêts et charges d'intérêts, ce qui est autorisé par les normes IFRS. La majorité des produits des segments consiste en effet en intérêts et le management se base surtout sur les revenus nets d'intérêts pour l'évaluation et la gestion des divisions.

Aucune information n'est fournie à propos des produits de la vente aux clients externes, par groupe de produits ou services, étant donné que les informations au niveau consolidé sont établies surtout par division, et non par groupe de clients ou de produits.

#### Résultats par segment (division)

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division République tchèque	Division Marchés internationaux	Dont :				Centre de groupe	KBC Bank
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie	Irlande		
Compte de résultat 2020									
Revenus nets d'intérêts	2 170	986	877	255	197	139	286	- 19	4 015
Revenus de dividendes	17	1	0	0	0	0	0	0	19
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	49	7	33	28	9	0	- 4	- 53	36
Résultat net réalisé sur instruments de dette à la juste valeur via OCI	0	1	2	1	2	0	0	0	3
Revenus nets de commissions	1 348	287	342	212	71	63	- 3	- 3	1 975
Autres revenus nets	70	12	5	4	8	2	- 9	0	88
Total des produits	3 655	1 294	1 260	500	286	204	269	- 74	6 134
Charges d'exploitation a	- 2 215	- 689	- 830	- 304	- 185	- 118	- 224	- 76	- 3 809
Réductions de valeur	- 663	- 224	- 247	- 84	- 44	- 27	- 91	8	- 1 126
Sur actifs financiers (AC et FVOCI)	- 649	- 210	- 217	- 59	- 42	- 27	- 90	8	- 1 068
Sur goodwill	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur autres	- 14	- 14	- 30	- 25	- 2	0	- 2	0	- 58
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	- 9	- 2	0	0	0	0	0	0	- 11
Résultat avant impôts	769	379	183	113	57	59	- 46	- 142	1 188
Impôts	- 190	- 58	- 39	- 22	- 12	- 6	2	32	- 255
Résultat après impôts	579	321	144	90	45	53	- 44	- 110	933
Attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Attribuable aux actionnaires de la société mère	579	321	144	90	45	53	- 44	- 110	933
a Dont éléments sans effet de trésorerie	- 46	- 81	- 90	- 33	- 16	- 13	- 28	0	- 217

Amortissements sur actifs immobilisés	- 46	- 81	- 88	- 31	- 16	- 13	- 28	0	- 216
Autres	1	1	- 2	- 2	0	0	0	0	- 1
Acquisition d'immobilisations*	454	219	202	92	61	24	25	0	875

\* Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, immeubles de placement, immobilisations corporelles, participations dans des entreprises associées et goodwill et autres immobilisations incorporelles.

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division République tchèque	Division Marchés internationaux	Dont :				Centre de groupe	KBC Bank
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie	Irlande		
Compte de résultats 2019									
Revenus nets d'intérêts	2 104	1 247	845	246	199	136	263	-42	4 153
Revenus de dividendes	34	0	0	0	0	0	0	0	35
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	78	-86	47	33	4	14	-4	31	70
Résultat net réalisé sur instruments de dette à la juste valeur via OCI	4	0	2	1	1	0	0	0	6
Revenus nets de commissions	1 388	332	366	234	76	58	-2	-2	2 085
Autres revenus nets	108	100	-11	2	9	1	-23	2	200
Total des produits	3 716	1 593	1 250	516	289	210	235	-11	6 548
Charges d'exploitation a	- 2 151	- 707	- 871	- 333	-191	-118	-229	-68	-3 797
Réductions de valeur	- 244	- 16	15	0	-10	-7	33	32	-213
Sur actifs financiers (AC et FVOCI)	- 241	- 12	18	1	-11	-5	33	32	-204
Sur goodwill	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur autres	-3	- 4	- 4	-2	1	-3	0	0	-10
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	- 6	8	0	0	0	0	0	0	3
Résultat avant impôts	1 316	879	394	183	87	85	39	-48	2 541
Impôts	- 348	- 136	- 64	-27	-18	-9	-10	48	-501
Résultat après impôts	967	743	329	156	69	76	29	0	2 040
Attribuable à des participations minoritaires	35	0	0	0	0	0	0	0	35
Attribuable aux actionnaires de la société mère	932	743	329	156	69	76	29	0	2 005
a Dont éléments sans effet de trésorerie	- 45	- 86	- 90	- 36	- 16	- 13	- 26	1	- 220
Amortissements sur actifs immobilisés	- 46	- 88	- 90	- 35	- 16	- 13	- 26	0	- 223
Autres	1	2	-1	-1	0	0	0	1	3
Acquisition d'immobilisations*	539	174	292	76	65	98	53	0	1 005

\* Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, immeubles de placement, immobilisations corporelles, participations dans des entreprises associées et goodwill et autres immobilisations incorporelles.

## Informations sur le bilan par segment (division)

Le tableau ci-dessous présente une ventilation par segment de plusieurs produits importants du bilan.

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division République tchèque	Division Marchés internationaux	Dont :				Centre de groupe	KBC Bank
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie	Irlande		
Bilan 31/12/2020									
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	146 335	41 655	28 151	8 998	8 641	5 473	5 040	1 058	217 199
Dépôts à vue	59 267	24 651	17 381	7 401	5 186	3 528	1 266	0	101 299
Comptes d'épargne	55 299	14 052	5 511	891	1 464	732	2 425	0	74 862
Dépôts à terme	6 862	773	4 717	489	1 667	1 213	1 348	0	12 352
Titres de créance	22 740	1 694	360	217	143	0	0	1 058	25 852
Autres	2 168	486	181	0	181	0	0	0	2 835
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	101 130	29 099	27 421	4 938	9 016	3 501	9 966	1	157 650
Prêts à terme, hors prises en pension	53 584	8 584	6 320	2 302	2 731	1 224	64	0	68 488
Prêts hypothécaires	37 758	16 190	16 929	1 600	4 707	778	9 844	0	70 876
Autres prêts et avances	9 788	4 325	4 171	1 036	1 578	1 500	58	1	18 285
Bilan 31/12/2019									
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	138 824	39 624	24 131	7 979	6 513	4 469	5 169	1 260	203 839
Dépôts à vue	50 480	21 828	13 639	6 289	3 786	2 566	1 007	0	85 947
Comptes d'épargne	51 686	12 673	4 699	875	1 353	754	1 718	0	69 058
Dépôts à terme	8 833	1 900	5 242	637	1 001	1 160	2 445	0	15 974
Titres de créance	25 491	2 738	340	178	162	0	0	1 260	29 829
Autres	2 334	485	212	0	212	0	0	0	3 031
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	98 883	29 857	25 041	4 621	7 506	3 155	9 760	1	153 781
Prêts à terme, hors prises en pension	53 247	9 068	5 584	2 033	2 355	1 155	41	0	67 889
Prêts hypothécaires	35 246	15 768	15 584	1 596	3 641	693	9 654	0	66 597
Autres prêts et avances	10 390	5 021	3 873	992	1 509	1 308	65	1	19 285

### VIII. — Rapport du commissaire

Conformément aux normes de l'institut des Réviseurs d'Entreprises, le Commissaire a procédé à la révision des comptes annuels de KBC Bank SA pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020, desquels la version abrégée ci-dessus a été déduite. Dans son rapport du 23 mars 2021, le commissaire a attesté sans réserve les comptes annuels desquels la version abrégée a été déduite.

Pour une meilleure compréhension de la situation financière de la société, de ses résultats ainsi que de l'étendue de cette révision, la version abrégée des comptes annuels doit être lue en combinaison avec les comptes annuels desquels elle a été déduite, ainsi qu'avec le rapport de certification accompagnant les comptes annuels.

Ci-après figure la traduction réalisée par nos soins de l'attestation de certification des comptes annuels de KBC Bank SA tel qu'elle peut exister en version Anglaise ou Néerlandaise sur le site public [www.kbc.com](http://www.kbc.com) (investor relations), ainsi que les comptes annuels 2020 de KBC Bank SA.

#### Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des actionnaires de KBC Bank SA sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de KBC Group SA (la « Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 24 avril 2019, conformément à la proposition du conseil d'administration émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés de KBC Groupe SA durant 5 exercices consécutifs.

#### Rapport sur les comptes consolidés

##### **Opinion sans réserve**

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats consolidé, les résultats consolidés réalisés et non réalisés, l'état consolidé des variations des capitaux propres et les flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces comptes consolidés font état d'un total du bilan consolidé qui s'élève à EUR 284.399 million et d'un état consolidé du compte de résultats consolidé qui se solde par un bénéfice de l'exercice (attribuable aux actionnaires de la société mère) de EUR 933 million. À notre avis, ces comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

##### **Fondement de l'opinion sans réserve**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

##### **Points clés de l'audit**

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

**Incertitude relative à la valorisation des instruments financiers évalués à la juste valeur***Description du point clé de l'audit*

Les informations concernant les instruments financiers évalués à la juste valeur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont incluses dans l'Annexe 4.5 aux comptes consolidés. Pour plus d'informations sur la détermination de la juste valeur, voir Annexe 1.2. Principales méthodes comptables et l'Annexe 4.4 aux comptes consolidés.

Les méthodes et modèles d'évaluation utilisés pour certains instruments financiers sont intrinsèquement subjectifs et utilisent diverses hypothèses quant aux prix. En outre, de nombreux facteurs peuvent influencer la détermination de la juste valeur et ils peuvent varier à la fois par type d'instrument et au sein de types d'instruments. C'est notamment le cas pour les instruments financiers classés en niveaux 2 et 3 dans l'Annexe 4.5 aux comptes consolidés, la juste valeur des instruments financiers classés en niveau 1 étant sujet à jugement subjectif limité.

L'utilisation de méthodes d'évaluation et d'hypothèses différentes pourrait conduire à des estimations significativement différentes de la juste valeur. Un aperçu des méthodes d'évaluation les plus importantes est inclus dans les Annexes 4.4 et 4.5 aux comptes consolidés. En outre, des ajustements de la juste valeur sont comptabilisés pour certaines positions évaluées à la juste valeur avec des variations de valeur dans le compte de résultats ou dans les capitaux propres. Ces ajustements sont motivés par les conditions de marché actuelles, l'évolution des paramètres de risque de crédit, le contexte de taux d'intérêt et le coût de financement, tous éléments ayant un impact sur la juste valeur du portefeuille du Groupe évalués à la juste valeur. Les principaux ajustements de la juste valeur sont présentés dans l'Annexe 1.2 aux comptes consolidés. Puisque l'utilisation de différentes hypothèses pourrait mener à différentes estimations de la juste valeur, nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit.

*Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit*

Nous avons acquis une connaissance de l'environnement de contrôle interne en matière d'évaluation d'instruments financiers, y compris les contrôles effectués sur les prix et le processus de validation des modèles. Nous avons évalué la pertinence de la méthodologie pour le processus de validation des modèles avec l'aide de nos experts en matière d'évaluation et avons effectué sur base d'échantillon un calcul de la mesure de la juste valeur. Cela comprend l'évaluation, basée sur notre expérience des pratiques actuelles du marché, des données de marché, des données de base et des hypothèses les plus importantes utilisées dans les modèles de mesure de la juste valeur.

Sur la base de nos procédures, nous concluons que le résultat de la direction en ce qui concerne les modèles utilisés pour la juste valeur des instruments financiers classés en niveaux 2 et 3, dans le contexte de l'estimation de l'incertitude mentionnée, se trouve dans une fourchette de résultats raisonnable et acceptable.

Enfin, nous avons évalué l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies sur la juste valeur de ces instruments financiers afin d'évaluer le respect des exigences des notes explicatives incluses dans les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

**Incertitude concernant l'évaluation des réductions de valeur pour prêts et créances***Description du point clé de l'audit*

L'adéquation des réductions de valeur pour les prêts et les créances valorisés au coût amorti nécessite un degré de jugement important de la part de la direction. L'évaluation des réductions de valeur sur prêts et créances selon IFRS 9 nécessite une évaluation du risque des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir ou sur la durée de vie ainsi que l'évaluation d'une hausse significative du risque de crédit ou de défaut des prêts et des créances valorisés au coût amorti. La pandémie du COVID-19 a limité la capacité des modèles utilisés afin de déterminer les pertes de crédit attendues à refléter de manière adéquate toutes les conséquences de l'environnement économique et des mesures gouvernementales, nécessitant la reconnaissance de réductions de valeur en sus des pertes de crédit attendues déterminées par les modèles. Au 31 décembre 2020, les informations relatives aux réductions de valeur sur prêts et créances sont reprises dans l'Annexe 4.2 aux comptes consolidés, en application des règles d'évaluation décrites dans l'Annexe 1.2. Principales méthodes comptables.

Des informations concernant l'impact de la pandémie du COVID-19 sur les pertes de crédit attendues sont reprises dans l'Annexe 1.4 des comptes consolidés.

Au 31 décembre 2020, les prêts et créances brutes valorisés au coût amorti s'élèvent à 195.169 millions d'euros, les réductions de valeur totales s'élevant à cette date à 3.694 millions d'euros.

L'identification des hausses significatives du risque de crédit, de défaut des prêts et créances valorisés au coût amorti ainsi que l'évaluation des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir ou sur la durée de vie font partie du processus d'évaluation du Groupe et se basent, entre autres, sur des scénarios macroéconomiques, des techniques de modélisation du risque de crédit, d'éléments indiquant des hausses significatives de risque de crédit et défaut, la situation financière de la contrepartie et les flux futurs de trésorerie prévus ou la valeur de la garantie.

Les réductions de valeurs reconnues en sus des pertes de crédit attendues déterminées par les modèles tiennent compte de jugements d'experts, des impacts sectoriels et de l'effet de la prise en compte de scénarios pondérés en fonction des probabilités.



L'utilisation de différentes techniques de modélisation, scénarios et hypothèses pourrait conduire à différentes estimations des réductions de valeur sur les prêts et créances. Étant donné que les prêts et créances constituent la part la plus importante du bilan du Groupe, et compte tenu de l'incertitude liée à l'estimation des coûts des réductions de valeur, nous considérons cela comme un point clé de l'audit.

#### *Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit*

Nos procédures d'audit comprennent une évaluation de la gestion générale relative aux processus de crédit et de réduction de valeur du Groupe, y inclus les processus de modélisation de la perte attendue sur les 12 mois à venir et sur la durée de vie ainsi que les réductions de valeur reconnues en sus des pertes de crédit attendues déterminées par les modèles suite à la pandémie du COVID-19. Nous avons testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles dans le processus d'octroi de prêts, le processus de gestion des risques et le processus d'estimation pour la détermination des réductions de valeur. En ce qui concerne les réductions de valeur déterminées sur une base individuelle, nous avons procédé à un audit détaillé des prêts accordés par le Groupe pour un échantillon de dossiers de crédit corporate. Nous avons remis en question les hypothèses sous-jacentes aux éléments pouvant indiquer un défaut et la quantification, y compris les prévisions des flux futurs de trésorerie, l'évaluation de la garantie associée et l'estimation du recouvrement en cas de défaut. Ces tests n'ont révélé aucune exception significative.

En ce qui concerne les réductions de valeur déterminées sur base des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir ou sur la durée de vie, nous avons remis en question les éléments indiquant des hausses significatives de risque de crédit et les scénarios macroéconomiques, et nous avons testé les modèles sous-jacents, y compris le processus du Groupe pour approbation et validation des modèles.

Nous avons également validé l'exactitude mathématique des calculs utilisés pour déterminer les réductions de valeur reconnues en sus des pertes de crédit attendues déterminées par les modèles et évalué leur caractère raisonnable.

Enfin, nous avons évalué l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies, y compris celles concernant les réductions de valeur reconnues en sus des pertes de crédit attendues suite à la pandémie du COVID-19, ainsi que la conformité des notes explicatives aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne.

A notre avis, les réductions de valeur comptabilisées par la direction, y compris les réductions de valeur complémentaires reconnues suite à la pandémie du COVID-19, se situent dans une fourchette de résultats raisonnable dans le contexte des prêts et créances en général, ainsi que les incertitudes connexes expliquées dans les comptes consolidés.

#### ***Responsabilités du conseil d'administration relatives à l'établissement des comptes consolidés***

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

#### ***Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes consolidés en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficacité ou l'efficacé avec laquelle le conseil d'administration a mené ou mènera les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier.
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation.
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du Groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne. Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

### ***Autres obligations légales et réglementaires***

#### **Responsabilités du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

#### **Responsabilités du commissaire**

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

#### **Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés**

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice, et a été établi conformément à l'article 3 :32 du Code des sociétés et associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

En ce qui concerne les informations non financières, comme mentionné dans le rapport de gestion, les informations sont fournies au niveau de la plus haute entité consolidante belge, KBC Groupe SA, dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

### **Mentions relatives à l'indépendance**

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat. Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visées à l'article 3 :65 du Code des sociétés et associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes consolidés.

### **Autre mention**

Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Sint-Stevens-Woluwe, le 23 mars 2021  
Le commissaire  
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL  
représentée par

Roland Jeanquart  
Réviseur d'Entreprises

Gregory Joos  
Réviseur d'Entreprises

## **IX. — Rapport de gestion**

La version intégrale des comptes annuels consolidés 2020 peut être obtenu à l'adresse suivante :

### ***KBC BANK succursale française***

Synergie Park  
6, rue Nicolas Appert  
CS 40041 Lezennes  
59030 Lille cedex  
fax +33 (0)3 20 11 61 80

### ***KBC Bank S.A. siège central***

Département SRE  
Avenue du Port 2  
B – 1080 Bruxelles,  
fax +32 (0)2 429 57 38

Le commissaire a attesté sans réserve les comptes annuels consolidés de KBC Bank SA.

J. Thijs  
Président du Comité de Direction

K. Debackere  
Président du Conseil d'Administration